

# action Canada France



**Commerce France-Canada**  
**Interview: B.N.P. Canada**  
**SICOB**

Bibliothèque Nationale du Québec, Bureau du Dépôt Légal  
Réception des périodiques  
1700 rue Saint-Denis  
MONTREAL, P.Q. H2X 3K6



# LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU CANADA

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE S.A. (CANADA) INC.

Filiale à 100% de la Société Générale,  
grande banque française et internationale.

### Financements spécialisés

crédits bail  
contrats de vente conditionnelle  
nantissements commerciaux

### Opérations de crédit

découverts  
facilités de caisse  
crédits à court et moyen terme

### Commerce international

crédits documentaires  
opérations de change  
encaissements de chèques et effets

### Gestion de trésorerie

ouvertures de comptes courants  
certificats de dépôts

### SUCCURSALES

**MONTREAL**  
630 ouest, boul. Dorchester  
Suite 2300  
H3B 1S6  
(514) 875-0330  
Telex: 05-27342

**TORONTO**  
1 First Canadian Place  
Suite 400  
M5X 1B1  
(416) 364-2864  
Telex: 06-22643

**CALGARY**  
1108 Home Oil Tower  
324 - 8th Ave. S.W.  
T2P 2Z2  
(403) 265-3305  
Telex: 03-827739

**VANCOUVER**  
650 Georgia St. W.  
Suite 1475  
V6B 4N8  
(604) 689-2444  
Telex: 04-55453

# action Canada France

Revue sur les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada.  
Magazine concerning commercial, industrial and financial exchanges between France and Canada.

MARS 1981, VOL 6 — N° 52



Notre couverture:

*Parc des Expositions, Porte de Versailles (Paris).*

## SOMMAIRE

<b>Éditorial</b> .....	3
<b>La Conjoncture au Canada</b> .....H. Mhun	5
<b>Lettre de France — Letter from France</b> .....L. Madarasz	6
<b>Caricature</b> .....J.P. Girerd	8
<b>L'Informatique des années 80</b> .....R.A. Mallet	9
<b>Commerce France-Canada</b> .....	10
<b>Interview: La Banque Nationale de Paris (Canada)</b> .....	12
<b>SICOB</b> .....W. Skyvington	14
<b>Le Droit et vos Affaires</b> .....R. et B. Lette	17
<b>À travers la Presse</b> .....M. Durand	18
<b>La Bourse</b> .....	19
<b>Changes</b> .....P. Durance	21
<b>Nouvelles — News</b> .....	22
<b>Art &amp; Culture</b> .....	24
<b>Les Salons Français — French Trade Shows</b> .....	26
<b>Business</b> .....	29
<b>Communiqués de la Chambre de Commerce Française au Canada</b> .....	32
<b>Notre Carnet</b> .....	32

Toute reproduction de tout ou partie d'un article n'est permise que sur autorisation et doit porter la mention habituelle "Reproduit de la Revue ACTION CANADA FRANCE".

Les articles qui paraissent dans ACTION CANADA FRANCE sont publiés sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Reproduction of all or part of any article is only allowed with permission and must carry usual mention "Reproduced from magazine ACTION CANADA FRANCE".

Articles in ACTION CANADA FRANCE are published under the exclusive responsibility of their authors.



L'hôpital des anciens combattants à Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec).



# LE BÉTON

## pour les hôpitaux modernes

Au Canada, on bénéficie aujourd'hui d'un régime de santé considéré comme l'un des plus efficaces au monde. Les progrès considérables accomplis dans le domaine de la recherche médicale permettent au Canadien de compter sur une espérance de vie meilleure. Architectes, ingénieurs et entrepreneurs, qui suivent eux aussi la voie

du progrès, ont bâti nos hôpitaux modernes de manière à satisfaire les besoins de tous les Canadiens. Les qualités exceptionnelles du béton, produit remarquablement durable, résistant, ininflammable et économique en font un matériau de premier choix pour la construction de nos hôpitaux.

**Pour notre vie moderne, c'est le béton qui s'impose!**

## Ciments Canada Lafarge Ltée

SIÈGE SOCIAL: 606 Cathcart, Montréal, Qué. H3B 1L7  
DIRECTION RÉGIONALE DU QUÉBEC:  
625 ave. du Président Kennedy, Montréal, Qué. H3A 1K7  
Bureaux de vente dans les grandes villes du Canada

ACTION CANADA FRANCE



Revue sur les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada.  
Magazine concerning commercial, industrial and financial exchanges between France and Canada.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD

Gilles Lèveillé, Président  
Bertrand Namy, Vice-Président/Éditeur  
Jean-Paul Sémillon, Secrétaire/Trésorier  
Gaston Brown, Administrateur (Québec)  
André Galipeault, Administrateur (Toronto)

#### ADMINISTRATION / MANAGEMENT

##### PUBLICITÉ / ADVERTISING

Louise B. Rivest, Lise Allard  
1080, Beaver Hall, suite 826  
Montréal H2Z 1S8  
Tél.: 866-2797  
ou 866-0178

#### ABONNEMENTS / SUBSCRIPTION RATES

Canada \$ 12 an / year  
Autres Pays / Other countries \$ 15 an / year

Le numéro / single copy ..... \$1.50

ACTION CANADA FRANCE a remplacé, début 1976, la Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada établie depuis 1886 et est publié 10 fois par an par "Revue Action Canada France Inc.", 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Téléphone (514) 866-0178. Courrier de deuxième classe; enregistrement no. 3700. Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec. Numéro de l'ISO (Organisation Internationale de Normalisation): CN ISSN 0318-7306.

ACTION CANADA FRANCE replaced in 1976 the "Revue de la Chambre de Commerce Française au Canada" established in 1886 and is published 10 times a year by "Revue Action Canada France Inc.", 1080 Beaver Hall, suite 826, Montréal H2Z 1S8, Phone (514) 866-0178. Second class mail: registration no. 3700. Legal registration: Bibliothèque Nationale du Québec. ISO number: CN ISSN 0318-7306.

La revue ACTION CANADA FRANCE est répertoriée dans l'Argus des Communications.



## ÉDITORIAL

La main d'oeuvre est à la base même du succès de toute entreprise: petite, moyenne ou grande. Le capital n'est jamais totalement impossible à trouver. Les matières premières sont là, bien palpables. Mais tout cela ne représente que la partie inerte de l'entreprise. Ce qui est vivant, ce qui "grouille" dans l'entreprise, c'est sa main d'oeuvre.

Or il faut bien admettre que ce qui manque aujourd'hui, parfois dangereusement, c'est la participation active de la main d'oeuvre aux objectifs de l'entreprise.

Cet état de choses n'est pas la conséquence de la rémunération ni des conditions générales de travail des ouvriers. En fait, la quasi totalité des entreprises québécoises, parfois d'elles-mêmes, parfois sous l'influence du syndicalisme ou de législations, offrent aujourd'hui des conditions de travail parmi les meilleures en Amérique du Nord.

Il se pourrait plutôt que ce désintéressement pour l'effort soutenu et la participation soit justement la conséquence du bien-être économique que garantit aujourd'hui l'entreprise.

C'est ce que pense un économiste français, Jean Fourastier qui, en 1965, écrivait: "dans une nation de haut niveau de vie, les jeunes et les hommes en général, n'étant plus menacés par la sanction de la misère et de la pauvreté, perdent durablement l'ardeur au travail".

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises ainsi que les cadres des grandes sociétés déplorent le manque de motivation de la main d'oeuvre. Même lorsque l'intérêt de l'entreprise l'exige, on éprouve toutes les difficultés à obtenir un effort supplémentaire. L'absentéisme s'ajoute à ce manque de motivation et complique singulièrement la planification de la production.

Certains pensent qu'en travaillant moins et en évitant systématiquement les responsabilités, la main d'oeuvre engendre des problèmes pires que ceux d'une grève.

Pourtant, la plupart des entreprises québécoises doivent non seulement se frotter à leurs concurrentes de la province, mais à des entreprises étrangères. Le marché domestique étant restreint, l'entreprise doit, en effet, exporter l'excédent de sa production.

L'obligation pour l'entreprise québécoise de demeurer compétitive, non seulement dans son marché mais aussi dans le marché extérieur, implique pour la main d'oeuvre l'obligation de prouver quotidiennement son efficacité de vivre "près de son maximum". C'est la rançon d'emplois hautement rémunérateurs et d'un niveau de vie élevé.

Marc L'Anglais, ing.  
Vice-Président Directeur Général, Région du Québec  
Ciments Canada Lafarge Ltée

# Bastedo, Cooper, Kluwak & Shostack

AVOCATS

330 University Avenue, Suite 508  
Toronto, Ontario  
Canada M5G 1S1

Téléphone (416) 597-0244  
Télex no. 065-22989  
Adresse télégraphique "Avobarr"

Veillez vous adresser à Me Jacques Gauthier

## BUREAU D'EXTRÊME-ORIENT:

ALEXANDRA HOUSE  
31 ST FLOOR, 20 CHATER RD, HONG KONG  
TÉLÉPHONE 5-251202  
TÉLEX NO. 76216 "PVHK" HX  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "HONGOBSJAC"

## BUREAU EUROPÉEN:

17, AVE. GEORGE V, PARIS 75008, FRANCE  
TÉLÉPHONE 720-3357  
TÉLEX NO. 640236F "PAROBSJ"  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE "PAROBSJAC"

*Phillips & Vineberg*  
Avocats

*Edifice de la Banque Royale du Canada  
1, Place Ville Marie, Montréal H3B 2A5*

*Téléphone (514) 866-8541  
Télex No. 05-25587 - Adresse télégraphique "Objao"*

# Charette, Fortier, Hawey & Cie Touche Ross & Cie

Comptables Agréés

1 Place Ville Marie  
Suite 820  
Montréal, Qué.  
H3B 2A2  
(514) 861-8531

880 Chemin Ste-Foy  
Suite 860  
Québec, Qué.  
G1S 2L2  
(418) 687-3333

Bureaux dans les principales villes du Canada et des États-Unis et dans la majorité des autres pays.

## DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES, GODIN, PAQUETTE, LASNIER & ALARY AVOCATS

PIERRE de GRANDPRÉ, C.R.  
BERNARD-M. DESCHÊNES, C.R.  
RENÉ-C. ALARY, C.R.  
ANDRÉ PAQUETTE, C.R.  
JEAN-JACQUES GAGNON  
RICHARD DAVID  
MARC DESJARDINS  
J.-LUCIEN PERRON  
ANDRÉ P. ASSELIN  
ALAIN ROBICHAUD  
M. CHRISTINE L. PAPILLON  
PIERRE CHESNAY  
LOUIS ROBERGE  
ANNE-RENÉE GUIMOND  
JOSÉ LUCIANI

ÉMILE COLAS, C.R.  
GILLES GODIN, C.R.  
BERNARD LASNIER, C.R.  
JEAN CREPEAU, C.R.  
OLIVIER PRAT  
LOUIS A. TOUPIN  
GILLES FAFARD  
GABRIEL KORDOVI  
PIERRE MERCILLE  
BERNARD CORBEIL  
JEAN LAURIN  
VICTORIA A. PERCIVAL  
MARIO SIMARD  
YVES POIRIER  
FRANÇOIS BEAUCHAMP

2501 TOUR DE LA BOURSE, PLACE VICTORIA  
CASE POSTALE 108, MONTRÉAL, QUÉBEC H4Z 1C2  
TÉLÉPHONE: (514) 878-4311  
TÉLEX 05-25670 MULTILEX MONTRÉAL

CONSEILS  
LE BÂTONNIER EMILE POISSANT, C.R.  
JULES LANDRY, C.R.

## LA CONJONCTURE AU CANADA



Henry Mhun

*Nous avons mentionné dans la dernière Revue la bonne tenue du commerce extérieur du Canada. Les résultats complets de 1980, qui viennent d'être publiés, font apparaître un excédent record de \$7.9 milliards de la balance commerciale, le double de 1979.*

*Cet excellent résultat était inattendu, étant donné la récession aux Etats-Unis. Il reflète surtout la hausse des prix des produits exportés et dans une moindre mesure l'augmentation du volume des exportations. Il est imputable également à la diminution en volume des importations liée au ralentissement de l'activité industrielle. Les augmentations de stocks observé en 1979 et au début de 1980 ont cessé.*

*L'analyse des échanges en 1980 confirme que le Canada reste essentiellement un exportateur de produits de base et de matières premières (blé, gaz naturel, produits forestiers, métaux) et un importateur de produits finis, notamment de matériels de transport, de machines agricoles et de machines industrielles. Bien que sa balance énergétique soit positive, ses importations de pétrole brut demeurent considérables; elles atteignent \$6.8 milliards l'an dernier.*

*La tendance en 1981 ne devrait pas être très différente, car les facteurs sous-jacents au commerce extérieur canadien ne se modifieront probablement, pas de manière très sensible. L'excédent de la balance commerciale pourrait donc être du même ordre qu'en 1980. Le taux de change du dollar canadien continuera de soutenir les exportations. La demande mondiale de produits de base est soutenue par l'industrialisation des pays en développement et la tendance au stockage des pays développés motivée par l'insécurité de certains approvisionnements. D'autre part, l'activité intérieure, pendant la première partie de l'année du moins, freinera encore les importations.*

*En ce qui concerne la position concurrentielle, on constate qu'en dépit d'une hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre en 1980 (près de 12% contre 8% en 1979), ceux-ci ont augmenté un peu moins rapidement au Canada que chez ses deux principaux clients, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les hausses de salaire ont été relativement modérées au Canada l'an dernier, mais les conventions collectives de travail conclues en fin d'année autorisent à prévoir des hausses salariales plus fortes en 1981, à cause d'une inflation probablement un peu plus élevée. La productivité de l'industrie manufacturière a diminué au Canada comme dans tous les pays industrialisés, sauf au Japon. L'amélioration de la productivité de certains secteurs industriels reste un problème majeur au Canada comme aux Etats-Unis.*

*Les exportations conjuguées de véhicules automobiles et de pièces détachées aux Etats-Unis, dans le cadre de l'accord de libre-échange canada-américain, se sont élevées de façon sensible l'automne dernier, réduisant ainsi l'habituel déficit canadien dans ce secteur. Toutefois, compte tenu du niveau élevé des taux d'intérêt américains, il est douteux que ce regain de vigueur se maintienne au premier semestre de cette année.*

# Lettre de France

Par L. Madarasz  
Vice-Président Exécutif  
B.N.P. Canada



## Automobile: Ralentissement et concurrence

L'avenir de l'industrie automobile canadienne semble sombre et il semble peu probable qu'elle puisse jouer un rôle actif dans le secteur nord-américain.

En effet, les firmes automobiles canadiennes ne souffrent pas seulement des mêmes maux que leur maisons-mères des Etats-Unis (productivité inférieure à celle de leur concurrents étrangers), elles doivent également affronter des problèmes spécifiques (dépendance des emplois à faible qualification et concurrence forcenée des prix japonais)...

L'industrie européenne est, elle aussi, en mauvaise posture en raison de l'augmentation du coût de la main d'oeuvre, du marasme économique et de la compétition japonaise.

Le marché français (-5%) s'est incontestablement mieux tenu que les marchés allemand (-7.7%) et britannique (-12.6%). La hausse du taux de la TVA en Grande-Bretagne alliée à l'évolution plus défavorable du pouvoir d'achat dans ce pays expliquent le très mauvais score de notre partenaire d'Outre-Manche. Le cas de l'Italie apparaît tout à fait particulier puisque ce pays est le seul, parmi les pays industrialisés, à enregistrer une croissance de l'ordre de 15%.

Aux Etats-Unis, le retournement se situe au début de l'été 1979. La chute des immatriculations a été beaucoup plus considérable (-13 pour l'année 1980) qu'en France ou en Allemagne. Outre les explications classiques d'ordre économique — baisse du pouvoir d'achat, hausse des prix de l'essence — d'autres facteurs peuvent être avancés. Il est certains, par exemple, que le mouvement de remise en cause des grosses cylindrées né au moment

des ruptures d'approvisionnement à la pompe contribue à expliquer l'ampleur du mouvement. Les ménages qui devaient renouveler leur voiture ont, pour certains d'entre eux, remis à plus tard leur décision d'achat. D'autres se sont reportés vers des modèles de moindre cylindrée, ouvrant toute grande la porte à la pénétration étrangère.

La reprise devrait normalement apparaître en 1981 dans ces différents pays, sauf en Italie, pays pour lequel se dessine l'évolution inverse. Elle suppose, bien sûr, l'absence d'un troisième choc pétrolier et sera vraisemblablement assez modérée. Les taux avancés par les organismes de prévision spécialisés se situent le plus souvent entre 1,5 et 2,5%, les chiffres des constructeurs étant d'ailleurs plus faibles. La mollesse de la reprise, son incertitude même, s'expliquent par la pratique de politiques anti-inflationnistes, par le ralentissement de la croissance économique et par l'évolution du marché, ce dernier étant parvenu à une certaine maturité dans les pays industrialisés. C'est aux Etats-Unis que ce phénomène est le plus apparent. L'écart entre le nombre actuel de voitures pour 1000 habitants et le seuil de saturation y est plus faible qu'en Europe et au Japon.

Cette évolution se traduit par un tassement de la demande de premier équipement. Selon les professionnels, en effet, 90% des achats de voitures neuves effectués par les ménages en France sont des achats de remplacement. Il en résulte des oscillations cycliques plus amples, la demande de remplacement pouvant être différée dans l'attente d'une situation économique plus favorable. L'ampleur du mouvement cyclique aux Etats-Unis est également liée à ce phénomène qui a eu des répercussions extrêmement fortes sur les résultats des constructeurs américains.

Elles tiennent à la poursuite de l'amélioration du niveau de vie, permettant aux catégories socio-professionnelles moins favorisées de bénéficier très largement de ce bien, mais également à la diffusion de plus en plus large de l'automobile dans les classes d'âge jeune ou avancé, à l'accroissement démographique et au développement progressif de la multi-motorisation.

Sur ce marché difficile, en croissance plus lente et avec de larges fluctuations, le problème essentiel est représenté par la faiblesse des coûts des constructeurs japonais. Ceux-ci étaient, début 1980, inférieurs d'environ un tiers aux coûts des autres constructeurs les mieux placés, au rang desquels figurent incontestablement les deux grands groupes français. Certes l'écart dans les coûts de production ne réapparaît pas intégralement dans l'écart des prix, celui-ci étant d'environ 5 à 10%.

Est-ce à dire que seuls les constructeurs japonais sont à redouter? Les déficits annoncés par Ford, General Motors et Chrysler ne doivent pas faire illusion. Il faut compter avec l'effort de reconversion tout à fait considérable engagé par les géants américains sur la période 1980-1985 et qui porte sur un montant d'environ US\$80 milliards. Certes, il s'agit pour l'essentiel d'un rattrapage du retard technologique accumulé par rapport aux productions européennes. Mais, en 1985, les processus de fabrication des constructeurs américains seront au moins aussi modernes que ceux des autres constructeurs, tout en continuant à bénéficier des effets de masse... Les constructeurs américains comptent d'ailleurs beaucoup dans les prochaines années sur le déclassement massif des anciens modèles propre à engendrer un redémarrage exceptionnel de la demande.

# Letter from France

## Automobile industry: Slowdown and competition

A grim future is foreseen for the Canadian automobile industry with little hope of achieving an active and secure role in the North American industry.

Not only does the typical Canadian branch-plant automaker suffer its parent's ills, such as lower productivity than foreign competitors, but it also has to contend with Canada only problems such as disproportionate dependency on low-skill jobs and unorthodox pricing by the Japanese...

The European industry is also ailing, hit by rising labor costs, slumping economies and Japanese competition.

The French market (-5 per cent) performed unquestionably better than those of Germany (-7.7 per cent) and the United Kingdom (-12.6 per cent). The rise in VAT in the UK, together with the less favourable evolution of purchasing power there, explains the very bad result recorded. Italy is a case apart: it is the only industrialized country to record a rise (about 15 per cent).

In the United States the decline began early in the summer of 1979. The decrease in the number of registrations was much more pronounced (13 per cent for 1980) than in France or Germany. In addition to the usual economic explanations — drop in purchasing power, rise in the price of fuel — there are other factors. For example, the trend away from high-capacity cars which began to be noticeable during the shortages at gas stations is certainly one of the reasons for the extent of the decrease. Some households intending to buy a new car postponed their purchase,

and others chose a model with a smaller engine; thus, the door was open to foreign competition.

The recovery may be expected in 1981 in all these countries except Italy, where the opposite trend will be observed. This is, of course, provided there is no further oil crisis, and it will in any case be of moderate proportions. The rates predicted by the specialized forecasting institutes are usually between 1.5 and 2.5 per cent, but the figures given by the manufacturers themselves are lower. The weakness of the recovery and the uncertainty surrounding it can be explained by the introduction of anti-inflationary policies, by the slowing down of economic growth and by evolution of the market. The latter has in the industrialized countries reached a certain degree of maturity. This is most clearly seen in the United States. The gap between the present number of cars per 1000 inhabitants and saturation level is narrower than in Europe and Japan.

This evolution has brought about a drop in "first-time purchases". For according to the professionals, 90 per cent of the new cars purchased by households in France are to replace existing cars. Therefore cyclical variations are wider, for replacement purchases can be postponed until economic conditions are more favorable. The extent of the cyclical movement in the United States is also linked to this phenomenon, which had a considerable effect on American manufacturers' result.

The result from the continuing improvement in the standard of living,

enabling the less privileged socio-professional categories to become car owners in large numbers, but also from the increasing possession of cars at both ends of the age-scale, from the increase in the population and from the rising number of families with more than one car.

On this difficult market, growing more slowly and with wide fluctuations, the fundamental problem is the low level of costs of Japanese manufacturers. In early 1980, these were approximately one-third lower than those of the other leading manufacturers, among which the two biggest French groups certainly number. The difference between production costs is not wholly reflected in the difference between prices, which is approximately 5 to 10 per cent.

Does this mean that the Japanese manufacturers are the only ones to be feared? The deficits announced by Ford, General Motors and Chrysler should not be allowed to conceal the real situation: the American giants have embarked on large-scale reconversion programmes for 1980-1985, amounting to approximately US\$80 billion. They are, admittedly, technologically behind the European manufacturers, and most of their programmes are designed to make up for this. But by 1985, the American manufacturers' production processes will be at least as modern as those of other companies, and at the same time, they will continue to benefit from economies of scale. The American firms are, moreover, pinning great hopes on large-scale scarping of old models over the next few years, which should give a considerable boost to demand.

... AVEC LEURS ORDINATEURS  
MINIATURISÉS, LES HOMMES  
PEUVENT TOUT FAIRE, TOUT  
ESPÉRER. MAIS ILS DEVRONT  
TOUJOURS FAIRE APPEL  
AUX POULES POUR AVOIR  
DES ŒUFS!  
MON DIEU, QUE LA PUISSANCE  
EST RELATIVE!

$E = MC^2$



GIRARD

## L'informatique des années 80\*

Depuis une vingtaine d'années que les ordinateurs du commerce sont ce qu'ils sont aujourd'hui, l'informatique technique et scientifique a mis à son actif quelques brillantes performances même si elles sont quelque peu contestables par certaines de leurs implications morales ou économiques. Je voudrais en rappeler deux. C'est l'informatisation qui a fait alunir les hommes avec tant de régularité que cette opération a fini par apparaître comme une routine; mieux même, qui a ramené à terre, sans dommage, un vaisseau spatial en perdition du fait d'une malencontreuse rencontre avec un astéroïde. C'est l'informatique aussi qui, en la miniaturisant a rendu opérationnelle l'arme thermonucléaire. Voici quelques années déjà qu'il suffit d'un quintal pour emmagasiner une puissance explosive d'une mégatonne, enveloppe, sécurité, détonateur et tous autres accessoires compris, ce qui en met le transport de la portée de n'importe quelle avionnette.

Durant le même temps, l'informatique a poursuivi des buts modestes s'attachant à la quantité plutôt qu'à la qualité. Par exemple, payant les chèques bancaires mais n'accordant pas les crédits, calculant les prix de revient mais se désintéressant du contrôle de gestion, administrant les stocks mais incapable de choisir le bon fournisseur, tenant à jour les nomenclatures de pièces détachées mais impuissants à définir des gammes de fabrication.

Devant ce décalage entre réalisations et besoins, quelques bons esprits, dans de nombreux secteurs d'activité et d'opinion se sont crus autorisés à dénoncer l'imposture informatique un peu à la manière de cet économiste du début du siècle qui déplorait cette singulière laxité du caoutchouc, la-

quelle le rend impropre à tant d'usage et reprochait au pneumatique à la fois sa dureté qui ne permet pas de se passer de suspension et sa mollesse qui exige l'usage d'une jante.

Pourtant, pour reprendre le mot d'un autre économiste doté d'un regard moins pessimiste, le futur a déjà commencé. Car si, durant les deux dernières décennies, l'ordinateur n'a pas changé dans sa conception, il s'est profondément modifié dans sa réalisation. Il s'est à la fois miniaturisé dans d'ahurissantes proportions et agrandi aux dimensions des réseaux de télécommunications de la planète et de ses satellites fixes, son prix en même temps s'est écroulé. C'est de ces trois caractéristiques microélectrique, réseaux, vil prix que sort l'informatique d'aujourd'hui et que sortira celle de demain. Voyons quelques exemples.

L'extrême miniaturisation permet d'éparpiller aux quatre coins de n'importe quelle machine des microprocesseurs capables d'enregistrer une loi de comportement si complexe soit elle. On peut donc s'attendre à voir se modifier la conception des machines, chacune comprenant un ensemble producteur d'énergie sous la forme désirée, des capteurs qui font connaître la qualité de cette énergie, et un ensemble de commande, à base de microinformatique qui, à tout instant, reçoit les informations des capteurs, apprécie la situation par rapport à la norme fixée et donne les ordres de correction. Cette évolution va dans le sens de la simplicité et de la normalisation. Donc, de la diminution des coûts de production et d'un fonctionnement mieux contrôlé par de l'économie d'exploitation. Mais il se pourrait que n'aille pas sans quelques remous, la transformation de dessinateurs et d'ingénieurs mécaniciens en programmeurs et spécialistes des instruments démesurés. On l'a constaté déjà dans l'industrie horlogère.

La constitution de l'informatique en réseau accessible de partout en même temps donne une validité économique à la création de vastes banques de données emmagasinant tout le savoir dans ce domaine. On informatise la connaissance mais il serait erroné de croire qu'elle sera plus répandue et l'on peut craindre, au contraire, que le fossé ne s'élargisse entre ceux qui savent et les autres car le fiscaliste, dans le même temps, aura accès à davantage de précédents qu'il pourra comparer de toutes les manières utiles. Il magnifiera sa connaissance mais dans ce même temps, le non initié continuera à ne rien tirer de cet océan d'informations.

On commence à aller plus loin et à informatiser l'apprentissage de la connaissance grâce à la technique de l'enseignement assisté par ordinateur. Relié à un ordinateur qui contient le "didacticiel" c'est-à-dire le matériel pédagogique, l'enseignant apprend plus vite, comprend plus profondément, retient mieux mais qu'on n'aille pas imaginer qu'une machine remplace le maître. Elle lui sert seulement de répétiteur, et, en lui épargnant le fastidieux rabachage lui redonne toute sa noblesse d'éducateur.

Enfin, dernier pas, mais non le moindre. On apprend grâce à la technique de conception assistée par ordinateur, au CAO, à informatiser la création née chez les constructeurs d'ordinateurs, pour, dans ces premiers balbutiements, optimiser les dessins des circuits imprimés. C'est elle maintenant qui réalise tous les circuits intégrés. Puis elle a commencé à se répandre dans d'autres industries: la chimie, l'aéronautique, l'automobile, la mécanique, l'architecture des bâtiments et des ouvrages à art, etc. Elle touche même à l'industrie du logiciel et notre société, la Compagnie Générale d'Informatique de Paris, apporte à la jeune

(suite à la page 13)

\* Exposé de M. Robert A. Mallet, Président de la Compagnie Générale d'Informatique, prononcé à la Chambre de Commerce Française au Canada, à Montréal, le 23 janvier dernier.

# Commerce France-Canada

Le Canada et la France sont des leaders du commerce mondial. En 1978, la France était le troisième importateur le plus important (EU\$2 milliards) et se classait quatrième en tant qu'exportateur (EU\$77 milliards). Pendant la même période, le Canada était le neuvième importateur mondial (EU\$44 milliards) et le huitième exportateur (EU\$46 milliards). Malgré leur statut de puissances commerciales, les échanges Canada-France n'ont atteint que CAN\$1.4 milliards en 1979 — une indication que les deux pays ne font que toucher la surface en terme de potentiel. Cette situation représente le principal défi de la Commission Economique France-Canada qui s'est réunie à Paris le 31 octobre 1980. Cette Commission avait été élevée au niveau ministériel en 1974 car les deux gouvernements voulaient fournir un plus grand stimulus à nos relations commerciales bilatérales.

## Objectifs commerciaux

Les principaux objectifs commerciaux canadiens concernant la France sont:

- l'accroissement de la proportion des exportations en France de biens manufacturés comportant un haut degré de technologie et main-d'oeuvre;
- l'amélioration de l'accès pour les produits canadiens en France;
- l'encouragement à un transfert de technologie dans le contexte d'une participation française possible dans des achats ou projets majeurs canadiens; et
- l'augmentation de la coopération entre petites et moyennes entreprises des deux pays.

Les français à leur tour voudraient maintenir ou améliorer leur accès au marché canadien pour divers produits de consommation car ce secteur continuera d'être le principal élément des

**Tableau 1: Exportations Canadiennes vers la France.**

(en millions de dollars canadiens)

	6 mois			
	1978	1979	1979	1980
<b>EXPORTATIONS TOTALES</b>	459.6	619.6	281.6	497.2
<b>ITEMS PRINCIPAUX (CLASSEMENT 1979):</b>				
Pâte de bois	87.0	127.9	58.0	83.8
Poisson frais ou congelé	36.7	54.8	18.2	21.2
Bois d'oeuvre	31.1	53.3	24.8	51.4
Fibres d'amiante	19.7	29.4	15.8	18.8
Cuivre et alliages	29.0	26.4	8.2	22.8
Minerais de fer concentré	11.5	21.9	7.3	16.2
Viande chevaline	12.9	21.6	11.0	12.5
Machines et matériel de bureau	10.5	14.1	7.4	9.2
Molybdène	3.4	13.7	4.7	6.1
Colza	0.1	11.1	0.3	4.5
Lampes et composants électroniques	7.1	10.8	7.2	2.8
Peaux de fourrure	2.6	10.5	7.1	7.8
Minéraux non métalliques	9.6	9.8	5.7	6.2
Peaux de vache	3.0	9.2	5.6	1.5
Homard frais ou congelé	3.6	9.2	2.5	3.4
Blé dur	8.9	9.1	8.0	—
Moteurs et composants d'avion	5.3	9.0	2.8	1.1
Crabe en conserves	5.3	7.9	1.5	2.6
Contre-plaqué	3.7	7.1	4.9	7.2
Matériel imprimé, publications	4.7	6.4	2.9	3.4
Tiges et barres d'acier	5.0	6.4	3.4	3.8
Papier carton	4.8	6.2	2.5	3.8
Uranium	19.0	1.8	0.8	87.4
<b>RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EXPORTATIONS</b>	<b>1978</b>		<b>1979</b>	
Animaux vivants	\$ 1.7	0.3%	\$ 2.4	0.4%
Aliments, breuvages et tabac	92.2	20.0	125.3	20.2
Matériaux bruts non comestibles	74.6	16.2	130.1	20.9
Matériaux usinés	216.9	47.2	260.2	42.0
Produits finis	74.2	15.9	101.6	16.3
<b>Total</b>	<b>\$459.6</b>	<b>100%</b>	<b>\$619.6</b>	<b>100%</b>

Source: Statistique Canada

exportations françaises au Canada dans le court et moyen terme. La participation possible à quelques projets majeurs (liquéfaction et transport du gaz naturel,

brise glace nucléaire, etc.) pourrait également fournir un stimulus important aux exportations françaises au Canada.

## Plan d'action

Pendant la Commission Economique, l'Honorable Herb Gray, Ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada et sa contrepartie, M. Michel Cointat, Ministre français du Commerce Extérieur, passèrent en revue nos relations économiques bilatérales et identifièrent des domaines de coopération possibles: péri-informatique, télécommunications, vidéotex, bureautique, robotique, océanologie, énergies nouvelles, agro-alimentaire et équipement minier. On s'accorda pour échanger des missions spécialisées dans ces domaines avec l'objectif d'augmenter les contacts entre les hommes d'affaires des deux pays. Lors de la préparation de ces missions l'accent sera mis sur la coopération industrielle entre petites et moyennes entreprises canadiennes et françaises. Le Canada a aussi proposé une coopération plus étroite dans le secteur automobile, particulièrement dans le contexte de l'achat, par la Régie Renault de 46% des actions d'American Motors Corporation. Le ministre Gray a d'ailleurs eu des entretiens séparés avec les dirigeants de Renault et Peugeot durant son séjour à Paris. Il discuta avec eux des avantages compétitifs de l'industrie manufacturière canadienne dans le but de les encourager soit à acheter des pièces au Canada soit à y établir des usines. Le ministre français renouvela l'intérêt de son pays à participer à quelques grands achats ou projets. La partie canadienne encouragea la France à soumissionner, et M. Gray souligna les objectifs majeurs de notre politique de retombées industrielles pour de tels

(suite à la page 13)

Tableau 2: Importations Canadiennes de France.

(en millions de dollars canadiens)

	6 mois			
	1978	1979	1979	1980
IMPORTATIONS TOTALES	683.0	777.4	380.2	396.6
ITEMS PRINCIPAUX (CLASSEMENT 1979):				
Breuages, excluant breuvages alcooliques distillés	76.4	61.0	24.8	26.9
Autre matériel de transport	39.3	59.1	30.9	35.0
Imprimés (livres, journaux, revues, etc.)	42.5	45.9	22.2	22.1
Pièces de véhicule auto sauf moteurs	25.7	35.3	21.2	10.5
Voitures particulières et châssis	28.7	33.4	19.7	33.6
Barres et tiges d'acier	14.8	23.6	10.1	8.1
Autres effets personnels et articles ménagers	19.3	23.5	12.1	11.2
Breuages alcooliques distillés	27.7	21.9	8.8	14.7
Vêtements de dessus non tricotés	17.2	19.3	9.5	7.6
Tôles, feuilles, feuillets d'acier	14.1	19.0	8.8	11.9
Machines pour industries spéciales	15.7	17.6	10.2	5.6
Produits chimiques organiques	23.2	15.9	8.4	7.7
Matériel divers et outils	13.0	14.7	8.9	5.0
Autres produits finis, non comestibles	7.9	14.4	3.9	7.5
Articles pour sports et divertissements	11.6	13.4	3.5	2.7
Mécanisme de commutation et de protection	27.4	13.3	7.9	8.3
Fournitures médicales, ophtalmiques, etc.	10.9	11.3	6.2	5.8
RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'IMPORTATIONS				
	1979		1979	
Alimentation, breuvages, tabacs, etc.	\$131.3	19.2%	\$119.0	15.3%
Matières brutes, non comestibles	2.9	0.4	3.8	0.5
Produits oeuvrés, non comestibles	143.1	20.9	171.7	22.1
Produits finis non comestibles	406.5	59.5	482.9	62.1
Total	\$683.8	100%	\$777.4	100%

Source: Statistique Canada

## Investissement Canada-France

Selon Statistique Canada, la France se classe au quatrième rang des investisseurs au Canada derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne Fédérale. Selon les données françaises, l'investissement français au Canada aurait doublé au cours des deux dernières années. Parmi les investissements les mieux connus on note: B.R.G.M. (mines), Charbonnage de France/COGEMA (mines), ELF Aquitaine (pétrole), CFP (pétrole), Air Liquide (gas liquide), Michelin (pneus), C.G.E. (électronique), Ski Rossignol, Groupe Dreyfus (équipement de manutention), Ciment Lafarge, Roche-Bobois (meubles), Larousse-Flammarion-Hachette, Thomson-CSF (équipement électrique), So-

lomon (équipement sportif) et la Banque Nationale de Paris.

Répétition sectorielle des investissements:

— secteur pétrole/gaz	40%
— industries de transformation	33%
— banques	12%
— mines	10%
— commerce	2%

Nous estimons que les principaux facteurs ayant causé la recrudescence des investissements français au Canada ces dernières années sont:

- la compétitivité de la monnaie canadienne par rapport aux devises étrangères,
- l'abondance de main-d'oeuvre qualifiée, matières premières et ressources énergétiques,

- les coûts moindres en énergie, matières premières et main-d'oeuvre,
- la pénétration plus facile du marché Nord Américain (Canada-Etats-Unis-Mexique),
- les taux d'inflation relativement restreint.

Quant à l'investissement canadien en France, il a plus ou moins stagné (voire décliné) au cours des dernières années. Parmi les principaux investisseurs on reconnaît les firmes Alcan, Seagrams, Inco, Massey Ferguson, Polysar, Denison Mines, Bata, Campeau Corporation, Robert Morse, Cerco Ltd, Hiram Walker, Lavalin, SNC International et Velan Engineering. La France est le huitième pays de destination des investissements canadiens à travers le monde. □

# INTERVIEW:

## LA BANQUE NATIONALE DE PARIS (Canada)

**Q** Les lecteurs d'Action Canada France ont déjà eu l'occasion de faire (mieux) connaissance avec la BNP Canada: c'était en février 1979, à la veille de votre entrée en fonction à la présidence de la banque. Pouvez-vous, M. Jalabert, faire le point sur ces deux dernières années?

**R** Permettez-moi tout d'abord de préciser qu'il ne s'agit pas d'une "entrée en fonction", mais d'une "reprise en fonction", de la simple reprise de mes activités passées, puisque j'ai été nommé Directeur Général de BNP Canada qui s'appelait alors SFCI Ltée, à sa création, fin 1961. De retour, après 10 ans d'absence, j'ai certainement été heureux de retrouver mes anciennes fonctions, dans une BNP Canada installée maintenant "from coast to coast".

Pour revenir à ces deux dernières années, disons qu'elles furent de très grande activité... indiscutablement. Sur le plan bilantiel, la BNP Canada est passée de \$361 millions à la fin de 1978 à \$525 millions fin 1979, pour dépasser, fin 1980, en actif global, le milliard de dollars. Son personnel est passé de 190 à 250 personnes environ. C'est également au cours de cette période que notre système informatique a pu venir à bout de ses problèmes de croissance.

Nous avons de plus consolidé nos positions au Canada anglais tant à Toronto qu'à Edmonton et à Vancouver, ouvrant de surcroît un nouveau siège à Calgary, tout en préparant une prochaine ouverture à Halifax. Aussi, nous avons eu, pour la première fois au Canada, une installation de nos bureaux en rez-de-chaussée: sur la Grande-Allée, dans la ville de Québec.

Dans le même temps, nous avons pris la décision de construire un

*Entrevue accordée à Michel Durand par M. Louis Jalabert, Président Directeur général, BNP Canada.*



siège social, une Tour BNP, en plein coeur de Montréal, au 1981 rue McGill College. L'inauguration de cette Tour BNP est prévue pour octobre prochain.

Nous avons aussi mis à profit ces deux années pour prendre, au Canada, une place sans doute non encore considérable — mais qui est loin d'être négligeable — sur le plan des Euro-émissions. Tout cela s'est fait parallèlement à un développement important de nos activités traditionnelles, dont celle, à signaler, de contribuer à accroître les échanges commerciaux entre le Canada et le reste du monde. L'exemple le plus marquant de ce type d'activité: le fait que nous ayons pu trouver un acquéreur (et monter un financement) pour trois bateaux MARINDUS que cherchait à vendre Marine Industries. Ces bateaux ont, grâce à notre intervention, été acquis par une firme indonésienne, cliente de notre succursale de Singapour. Une initiative de BNP Canada qui s'est soldée par une transaction et un financement de US\$45 millions.

**Q** Ces deux années ont également vu une révision laborieuse de la Loi des Banques. En quoi les mesures de la nouvelle loi vont-elles, dans un sens

*ou un autre, influencer sur les opérations de la BNP Canada?*

**R** Il faut d'abord dire que nous avons probablement été la première "Near-bank" à faire au Canada, sous une charte provinciale, des opérations de caractère strictement bancaire: ouvrir des comptes courants, donner des chèques, traiter des opérations de change, des opérations documentaires, etc. C'est là notre originalité première. Par la suite, mais plus tard, nous avons été copiés par d'autres banquiers — peu nombreux d'ailleurs. Mais il faut bien dire que cette originalité n'existera plus bien longtemps puisque la nouvelle loi va permettre aux banques étrangères de faire tout ce que nous faisons déjà.

**Q** Vous partez toutefois avec l'avantage d'avoir sur la plupart de vos concurrents une expérience datant maintenant de vingt ans, sans compter cet autre avantage: le réseau mondial de la BNP.

**R** Nous sommes en effet, avec une présence bancaire, généralement sous forme de succursales ou de filiales, dans 77 pays — le dernier étant la Chine — la quatrième banque mondiale. C'est ce qui nous permet de donner à nos clients canadiens la possibilité non seulement de converser, mais de traiter des affaires avec le reste du monde.

**Q** Parlons justement de votre clientèle canadienne.

**R** C'est une clientèle qui a beaucoup évolué au fil des ans. Dans les premiers temps, elle était essentiellement française; mais, depuis longtemps, cette clientèle française ne représente guère plus de 20% du total. La majorité de nos clients est formée de sociétés purement canadiennes ou de sociétés internationales, ou étrangères domiciliées au Canada. Nous avons aussi, bien que ce ne soit pas là notre vocation

première, beaucoup de comptes de particuliers: dirigeants d'entreprises, cadres, non-résidents, etc.

Nos clients commerciaux moyens ont des lignes de crédit qui oscillent entre \$100,000 et dix millions de dollars. Notre cible numéro un reste l'entreprise de moyenne importance avec un chiffre d'affaires allant, disons de \$5 millions à cent millions de dollars. Ce type d'entreprise que nous recherchons a le plus souvent une petite connotation internationale: soit qu'elle importe, qu'elle exporte, qu'elle ait une présence à l'étranger ou soit qu'elle émane d'une société étrangère. Mais nous avons aussi des clients purement locaux n'ayant rien à voir avec l'international.

Quoiqu'il en soit, c'est surtout dans ce créneau international que la BNP apporte, d'une part, quelque chose de plus et démontre aussi qu'elle n'entre pas vraiment en concurrence avec les banques canadiennes. Nous intervenons très souvent en effet en tant que seconds banquiers, pour offrir une gamme de services internationaux qui vient s'ajouter à celle, déjà très bonne, que proposent les banques canadiennes.

Q *Restons encore dans ce domaine: que pensez-vous du système bancaire canadien?*

R C'est un très bon système. Bien meilleur en tout cas, que les Canadiens ne le jugent eux-mêmes. Les services, je vous l'ai dit, sont généralement excellents; les procédures, simples; et l'efficacité, malgré le gigantisme du pays, remarquable. Le système bancaire français est beaucoup plus compliqué. Par contre, le système australien que je connais bien également est, à peu de choses près, calqué sur le modèle canadien.

Le système bancaire canadien présente toutefois, à mes yeux, non pas une faiblesse, mais une certaine anomalie: l'idée, bien enracinée, que l'on ne devrait être client que d'une seule banque. C'était certainement vrai il y a vingt, trente ou quarante ans; cela n'est plus évident aujourd'hui. Tout d'abord pour des raisons de taille: il n'est pas sûr en effet, qu'un banquier ait intérêt à suivre un très gros client jusqu'à des montants de 400, 500 ou 600 millions de dollars.

Ensuite pour des raisons d'équilibre: il n'est pas mauvais que les risques se partagent. Quant au client, il ne lui est certainement pas désagréable de pouvoir faire quelques comparaisons... C'est une tendance qui se manifeste déjà, qui devrait se développer, et à laquelle bien évidemment nous ne pouvons être que très favorables.

Q *Ce changement de mentalité comptera sans doute pour l'expansion future de la BNP Canada. Un avenir que vous voyez comment?*

R Un premier objectif serait d'avoir au moins un siège dans chaque province. Je pense, je l'ai déjà dit, que nous en aurons un à Halifax bientôt qui fera que nous aurons alors sept agences. Un total de 10 implantations me semblerait raisonnable.

Parallèlement à nos activités purement bancaires, on peut également songer à développer l'aspect commercial de nos fonctions. Par exemple: en essayant de plus en plus d'amener des investisseurs étrangers — quel que soit leur pays d'origine. On peut également aider l'industrie canadienne à trouver des marchés supplémentaires dans le reste du monde. C'est un point qui n'est pas directement et immédiatement profitable, qui n'a rien de spectaculaire, car c'est un travail de très longue haleine, mais dont les retombées indirectes sont très importantes. La force d'un établissement comme le nôtre réside essentiellement dans cette possibilité de maximiser les échanges commerciaux.

Q *Banquier français au Canada — que vous avez connu dès le début des années soixante — vous jouissez d'une plateforme d'observation intéressante pour juger de la performance des investisseurs français.*

(suite à la page 25)

(suite de la page 9)

société d'informatique Raymond, Chabot un outil PAC, déjà largement diffusé en Europe, qui permet à l'ordinateur de participer à sa propre programmation. La CAO concrétise aussitôt l'idée et toutes les variations de l'idée. Elle exploite les créations du passé dont elle garde la trace. Elle détermine en permanence le coût d'une éventuelle production mais là encore, gardons-nous de l'illusion. Pascal disait que "les esprits faux ne sont ni fins ni géométriques". La CAO ne leur redressera la cervelle ni dans la géométrie ni dans la finesse. On peut même craindre qu'en déchargeant les créateurs des impedimenta de la réalisation, c'est-à-dire en libérant leur imagination elle ne creuse l'écart avec les autres.

Alors, bonne ou mauvaise, l'informatique des années 80? Eh bien, malgré les écueils à éviter, les adaptations psychologiques ou sociologiques à réaliser, je dirai résolument: BONNE. □



L'Honorable Herb Gray, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada et son hôte, l'Honorable Michel Cointat, ministre français du Commerce Extérieur se serrent la main après la signature de la Commission Economique France-Canada.

(suite de la page 11)

achats ou projets. Le Canada espère voir naître au pays, des secteurs technologiques nouveaux alimentés par les projets majeurs auxquels s'intéresse la France. Les nouvelles technologies acquises serviraient non seulement aux projets immédiatement visés mais seraient appliquées à d'autres projets nationaux ou étrangers.

## Prochaine rencontre

M. Gray termina son voyage à Paris en invitant son hôte, M. Cointat, à venir au Canada l'an prochain pour co-présider la quatrième rencontre ministérielle de la Commission Economique France Canada. Les deux ministres pourront alors mesurer les progrès accomplis au cours de la prochaine année et si nécessaire, explorer de nouvelles stratégies pour stimuler l'expansion et la diversification des relations économiques France-Canada. □

# SICOB

By William Skyvington

*Cet article fait le point sur les industries de la Télématic, de la Bureautique et de l'Informatique en France et en Europe. Il indique également quels ont été les produits nouveaux qui ont retenu l'attention de la presse et des visiteurs.*

*L'auteur, journaliste professionnel, a apporté son concours au service des Relations Extérieures durant le SICOB.*

SICOB, France's annual International Exhibition on Data Processing, Telematics, Communication and Office Automation, took place at La Défense, just outside of Paris, from September 17 to 26. Some 356 000 visitors attended the 1980 exhibition, representing an increase of over 5% with respect to last year's figures, proving once again that this 31-year-old trade fair remains the number one attraction of its kind in Europe.

In the information processing field, 1980 saw the official opening of the data-transmission network called Euronet Diane. Simone Veil, the President of the European Parliament, spoke of this network (at the official opening in Strasbourg on February 13, 1980), as a major step towards the creation of a "Common Market of Information".

She also inaugurated the SICOB 80, on September 19, and once again the question of Europe's role in the information processing field was uppermost in her mind: "If Europe wishes to improve, or even to merely maintain her economic force in our world of tough competition," stated Madame Veil, "and if she also wants to safeguard her independence, she must necessarily be endowed with a powerful data processing industry."

Madame Veil went on to explain that it had become indispensable for the European data processing industry to be able to operate in a large-scale market devoid of technical hindrances and customs barriers. She also suggested that there were at least two obvious means of encouraging the creation of such a large-scale market: first, standardization should be pushed as far as possible, particularly in the network context; second, public administrations purchasing data processing equipment should respect the European directive on public supplies, which will be going into application next year.

Madame Veil was not the only person concerned about the future of the European data processing industry. The newly-formed association called EIII (European Independent Informatics Industry) chose SICOB 80 as the

context for its first general meeting, on September 19, and their special guest was W.R. Atkinson, Head of Computer Systems and Electronics Division in Britain's Department of Industry. EIII encompasses the French Peri-Informatique Club, its German counterpart called the Impuls Club, and a certain number of British, Belgian, Danish and Dutch data processing firms. A British Club, similar to the French and German ones, will in fact be set up before the end of 1980. The president of EIII, Dr A. Helmer of the Dutch firm Daisy Systems, is confident that this new industrial association is capable of playing a significant role on the European data processing scene.

As in 1979, SICOB 80 included a "boutique" housing everything concerned with home computers, and a special section dealing exclusively with products designed for the so-called OEM market (firms that make bulk purchases of computer components with a view to assembling them into "original equipment" for sale to end-users). It is estimated that at least 60 000 visitors came to the "boutique", whereas the OEM stands managed to attract over 17 000 professionals.

A few years ago, one of the intriguing things about SICOB was the



Vue intérieure du XXXI<sup>ème</sup> SICOB.



Séance d'inauguration de la Convention Informatique.

fact that you could not only discover the latest computers, but also a host of secondary and relatively old-fashioned items such as pencils, fountain pens, ring binders, filing cabinets, etc. Today, of course, even the famous IBM punched card has become practically obsolete, and so it was becoming inevitable that SICOB should abandon some of its older wares to provide space for the newer activities. Consequently, visitors to SICOB 80 discovered that the ground floor of the exhibition centre had been considerably renovated, leaving a lot of room for displays of office automation equipment.

Computer people have always made a distinction between handling pure numbers (arithmetic calculations), and alphabetic data (symbol manipulation). So it comes as no great surprise to see that manufacturers make a clear separation, these days, between their products for pure data processing, and those designed rather for word processing. In fact, at SICOB 80, many of the big manufacturers (IBM, Olivetti, Cii-HB, Digital, Philips, Wang) had a data processing stand on the third floor of the CNIT concrete palace, and a word processing stand on the ground floor. But there are signs, already, that this apparently clearcut distinction may not last for long. IBM's Office Products Division, long thought of as a pure typewriter and word processing organization, is now offering — with the spectacular Displaywriter System — something that looks and feels like a fully-fledged computer... whereas the

General Systems Division, up until now a small computer manufacturer, is currently getting geared up to sell a device called the 5520 that looks remarkably like a word processor!

French Telecom had a building to themselves out on the open square alongside the CNIT palace, where they presented their latest contributions to the telematics world of tomorrow. Above all, visitors could admire half-a-dozen working models of the miniature videotex terminals that French industry is building for the much-publicized electronic telephone directory. The cost price of this terminal, once produced in sufficiently large quantities, would drop to around a hundred dollars. Then, the French Telecom would find it more advantageous to give such a terminal, free, to each telephone subscriber, rather than to carry on, providing them with costly paper directories. In other words, in a little over a decade, there should be about 30 million such terminals in France.

Another small and spectacular device, also of French origin, could be seen on the main Cii-HB stand: the CP8 card, designed to usher in the famous "cashless society" that people have been talking about for several years. At the heart of this system, there is a plastic card that looks very much like a conventional credit card. But the familiar strip of magnetic tape has been replaced, on the CP8 card, by a metallic-coloured wafer about the size of a coin, but of negligible thickness.

This wafer is in fact a highly-integrated electronic circuit, including a microprocessor and a block of computer memory, making it possible for the holder to carry around with him an extensive individual file. To use the portable file (perhaps as a means of payment in a store, for example), the holder merely enters it into a reading device, and the pocket microprocessor enables the transaction to take place with maximum security.

The third-of-a-million visitors who flocked to SICOB 80 were offered a glimpse into a computerized everyday-world that is fast becoming a reality. Not a frightening science-fiction world of tomorrow, in which today's citizens would be completely lost, but rather an updated version of our familiar society of today, with one major difference: microprocessors are being inserted, almost without our realizing it, into all our traditional machines, from typewriters and telephones through to TV sets and automobiles. The danger, as Simone Veil pointed out in her inaugural oration, is that of dehumanization: "The fundamental interrogation concerns the risk of seeing our computerized societies transformed into robotized societies. If most man-to-man relationships end up transiting through memory-endowed machines, we should be wary of an intolerable impoverishment of inter-human encounters and, above all, of the medium which enriches those encounters, namely language. This, to my way of thinking, is a fundamental danger." □

## Maheu, Noiseux, Roy & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

2, COMPLEXE DES JARDINS, BUREAU 2600    TÉL: (514) 281-1555  
C.P. 153, MONTRÉAL H5B 1E8            TÉLEX: 055-60917

BUREAUX À OTTAWA, HULL, HAWKESBURY, MONTRÉAL, LAVAL, QUÉBEC, LÉVIS ET MONCTON

SOCIÉTÉ NATIONALE COLLINS BARROW  
BUREAUX À VANCOUVER, CALGARY, EDMONTON,  
WINNIPEG, TORONTO, OTTAWA, MONTRÉAL,  
QUÉBEC, HALIFAX ET AUTRES VILLES

REPRÉSENTATION DANS LES GRANDS  
CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

## LETTE, MARCOTTE, SUTTO & ASSOCIÉS

Avocats

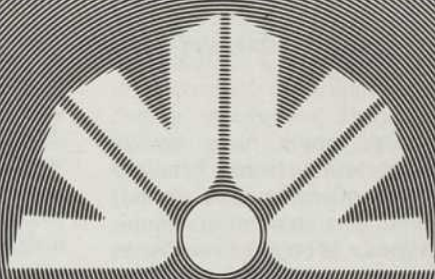
### CANADA:

suite 1010  
615 ouest, Bd Dorchester  
Montréal, P.Q. H3B 1P9  
Tél. (514) 871-3838  
Télex: 05-24456 "Lexinter"

### EUROPE:

3, rue du Boccador  
75008 Paris  
Tél. 723-6203  
Télex: 640274 "Lette"

**UN RESEAU MONDIAL  
A VOTRE SERVICE**



**CREDIT LYONNAIS**  
CANADA LIMITÉE

Filliale du Crédit Lyonnais

MONTREAL : 1 Place Villo Marie, Suite 1525 - Tél. : (514) 879-1090  
TORONTO : Royal Bank Plaza, Suite 2875 - Tél. : (416) 865-0100  
CALGARY : 639, 5th Avenue, S.W., Suite 300 - Tél. : (403) 263-1080

## BULLETIN D'ABONNEMENT — SUBSCRIPTION ORDER

Je désire souscrire un abonnement me donnant droit aux 10 numéros annuels de la Revue ACTION CANADA FRANCE.

Please enter my annual subscription for the magazine ACTION CANADA FRANCE, ten issues a year.

Nom / Name \_\_\_\_\_

Compagnie / Company \_\_\_\_\_

Adresse / Address \_\_\_\_\_

Ville / Town \_\_\_\_\_

Code Postal / Code \_\_\_\_\_ Pays / Country \_\_\_\_\_

Téléphone / Phone \_\_\_\_\_

Ci-joint mon chèque   
Payment enclosed

Veuillez me facturer   
Please bill me

\$ 12 Canada

\$ 15 France et autres Pays/France and other countries

*Le saviez-vous...?*

*Y aviez-vous pensé...?*

## LE DROIT ET VOS AFFAIRES

La chronique de

Me Raymond Lette et Me Bernard Lette  
(Montréal et Paris) (Paris et Montréal)



Après notre dernier article concernant le prix d'appel, il nous a paru utile de rester dans le domaine de la vente commerciale et de traiter ici d'un autre problème d'une importance non négligeable, qui a connu lui aussi un développement légal récent. Il s'agit de la validité et des effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente.

Jusqu'à la récente loi de 1980, la solution d'origine jurisprudentielle qui prévalait présentait de sérieux inconvénients pour le vendeur, dans la mesure où c'est au moment où il a le plus besoin de la protection que lui confère la clause de réserve de propriété que la jurisprudence lui en dénie tout effet. En dépit du principe énoncé par l'article 1583 C.c. que le transfert de la propriété, à l'occasion d'une vente s'opère dès l'accord sur la chose et le prix, les tribunaux ont reconnu la validité de ces clauses. Mais selon cette même jurisprudence, lorsque l'acheteur est en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, la reprise en nature par le vendeur des choses livrées et non encore payées, n'est permise que si ce dernier a fait clairement connaître son intention de résoudre le contrat avant le prononcé du règlement judiciaire. On s'aperçoit très vite que cette jurisprudence rend pratiquement illusoire la protection que la clause de réserve de propriété est censée procurer au vendeur et peut engendrer des conséquences économiques néfastes. Elle encourage la méfiance à l'égard de tout commerçant en prise à des difficultés, qui se verra obligé par ses fournisseurs de payer comptant, précipitant ainsi sa chute. D'un autre côté, un acheteur déclaré en faillite risque d'entraîner avec lui ses vendeurs qui, rassurés par l'existence d'une clause de

réserve de propriété, n'ont pas été assez prudents pour arrêter leurs livraisons au moment approprié. Un autre inconvénient présenté par l'ancienne règle réside dans le fait qu'elle va à l'encontre de la loi de plusieurs pays européens qui admettent sans aucune restriction la clause de réserve de propriété. C'est le cas notamment de l'Allemagne et de la Suisse. Avec l'intensification des échanges intereuropéennes ceci a eu pour effet la multiplication des cas où le problème de ces clauses fut posé devant les Juges français.

Aussi bien, c'est avec satisfaction qu'on accueille la nouvelle législation qui autorise désormais, sous certaines conditions, la mise en oeuvre des clauses de réserve de propriété en cas de règlement judiciaire et de liquidation des biens.

En vertu de cette loi, une clause qui suspend le transfert de propriété au paiement intégral du prix ne produit son plein effet en cas de faillite, que si elle a été convenue par un écrit établi au plus tard au moment de la livraison de la chose. S'agissant de son domaine d'application, la loi ne parle expressément que de marchandises livrées et de ventes mobilières. La généralité de ces termes permet sans doute de l'appliquer aux choses incorporelles. Toutefois, certaines ventes mobilières sont assujetties à un statut spécial, en vertu de lois antérieures à celle de 1980, qui assurent au vendeur une certaine protection, sous réserve de l'accomplissement de quelques formalités.

Il s'agit entre autres de la vente à crédit d'un fonds de commerce, régie par la loi du 17 mars 1909, qui accorde au vendeur du fonds un droit de

préférence et un droit de suite pour la récupération du prix non encore payé, même en cas de règlement judiciaire et de liquidation des biens, à la condition toutefois que ce privilège ait été au préalable inscrit sur un registre spécial tenu au greffe du Tribunal de commerce. Il s'agit aussi de la vente à crédit des véhicules automobiles avec la garantie donnée au vendeur par le décret du 20 mai 1955, caractérisée elle aussi par un gage accordé au profit de ce dernier, lui permettant de reprendre le véhicule non payé et de le faire vendre aux enchères, alors même qu'il se trouve entre les mains de tiers. D'où l'utilité du certificat de non-gage délivré par la Préfecture du lieu de délivrance de la carte grise (enregistrement du véhicule) avant tout achat d'un véhicule automobile. Ce gage ne peut être mis en oeuvre que s'il a été inscrit sur un registre spécial auprès de la Préfecture qui a livré la carte grise.

Enfin, il faut signaler le régime concernant la vente d'outillage et de matériel professionnels régi par la loi du 17.1.1951 qui prévoit pour protéger le vendeur toujours créancier du prix un nantissement spécial, à condition de respecter les règles édictées par cette loi, relativement à la publicité de ce privilège.

Tous ces régimes particuliers accordent donc au vendeur à crédit un statut privilégié, mais il n'en demeure pas moins que ce dernier conserve la qualité de créancier et cesse d'être propriétaire de la chose au moment de la vente. Ainsi la coexistence de ces régimes avec la loi de 1980 exige désormais la prudence de la part du vendeur dans la rédaction du contrat de

(suite à la page 31)

## À TRAVERS LA PRESSE par Michel Durand

La mort de Marshall McLuhan est passée quelque peu inaperçue dans le tohu-bohu des Fêtes de fin d'année. Les articles de circonstance qui ont paru dans la presse des premiers jours de janvier ont été plutôt brefs: quelques lignes seulement dans NEWSWEEK! Il aura fallu attendre plusieurs semaines pour que soit accordé à ce penseur canadien — dont l'influence a très largement débordé nos frontières — un "traitement" plus en rapport avec ce qu'il a réellement apporté à ce siècle.

Comme l'écrit TIME "Marshall McLuhan was recognized as one of the most influential thinkers of the '60s. Some of his insights into the nature of television and the electronic age became conventional wisdom, and people who did not know his name confidently repeated his most famous aphorism: 'The medium is the message'. What that means is that television is more important than anything it broadcasts and that critics who worry about the content of programs are missing the point. People will watch TV no matter what the shows are; it commands their attention as no other medium ever has. (...)"

McLuhan, on le sait, s'est surtout rendu célèbre par sa théorie des communications qui a, entre autres, pour originalité d'analyser le phénomène dans une perspective historique. TIME résume ainsi cette théorie: "Primitive, illiterate man, he (McLuhan) wrote, lived in a kind of Eden. People spoke to one another face to face; communication involved touch and smell as well as sight and sound. The invention of writing was the serpent's apple that

destroyed paradise: Thought was separated from feeling, and meaning was attached to abstract words instead of things. The Gutenberg printing press, which eventually led to the mass production of books, newspapers and magazines, completed the process. Literacy became commonplace, and as people got used to following lines of type on printed pages, they started thinking in a linear, sequential way. Information could be — indeed had to be — absorbed in isolation, and that Eden-like community of direct contact was quickly abolished. The new age of electronics, McLuhan concluded, reversed all that and brought man back to his roots. Movies and TV require use of the ear as well as the eye and demand involvement. With his penchant for catchy, if confusing jargon, McLuhan called TV a cool medium; books by contrast are hot. (A hot medium, he said, 'allows of less participation than a cool one'.) Books are also obsolescent, he believed, and once the power of print is removed, Eden will be restored. United by electronics, man will live happily in his 'global village', another phrase the author contributed to the language".

Jacques Attali, dans l'EXPANSION vient ajouter à ce résumé des points saillants de la pensée de McLuhan: "Il restera, écrit-il, "celui qui a annoncé la fusion de l'homme en une entité sociale dont chaque cerveau n'est qu'un élément, prothèse humaine d'une entité technologique, terminal du village planétaire et télévisé. (...) Mais, poursuit Attali, "ses concepts sont beaucoup plus profonds que ce résumé ne l'énonce. Par exemple, les moyens de communication ne sont pas les seuls médias. Il faut y ajouter les

nombres, le vêtement, le logement, l'argent, l'horloge, l'estampe, la photographie, l'automobile, le phonographe, les armes et même l'automation, qui spécialise les hommes et crée donc des places différenciées pour chacun."

Bien entendu, la nouveauté, l'étrangeté même de ces concepts avancés par McLuhan — la plupart du temps sans preuves, puisqu'il les qualifiait lui-même d' "intuitions" — lui ont valu des volées de bois vert et il faudra sans doute plusieurs dizaines d'années pour savoir s'il était un prophète, comme le pensent certains ou, comme le pensent d'autres tout aussi nombreux, un fumiste.

En fait McLuhan ne méritait peut-être "ni cet excès d'honneurs ni cette indignité", mais le fait est qu'il dérangeait: "A very disturbing man, running his motorboat in the pond of academic tranquillity" comme l'écrit Harry J. Boyle dans THE GLOBE AND MAIL. En effet, il peut paraître pour le moins étonnant qu'un penseur émettant des opinions sur l'espionnage soviétique ou la schizophrénie avoue trouver son inspiration dans les livres de James Joyce ou de Stéphane Mallarmé. Mais comme eux, McLuhan était peut-être avant tout un poète, du moins selon la définition de Victor Hugo, c'est-à-dire, un mage, un voyant. Pour ne pas dire un... médium.

Le rendez-vous que nous a fixé George Orwell pour 1984 risquant d'être en partie manqué, prenons donc date avec McLuhan pour 2084.

Dans ce "village-ci" ou quel-  
qu'autre... □

La reprise boursière de fin d'année amorcée le 11 décembre dernier s'est brusquement estompée le 6 janvier alors que J. Granville, auteur d'une lettre boursière, recommanda à ses lecteurs de tout vendre. Conséquemment, l'indice général TSE perdait graduellement pour atteindre un niveau de 2191 points le 2 février, soit un repli de quelque 128 points. Parmi les compartiments boursiers les plus sévèrement à la baisse, retenons les aurifères, les métaux et les valeurs pétrolières. La volte-face des investisseurs reflétait évi-

demment d'autres facteurs importants. Notamment, des taux d'intérêt élevés, des profits corporatifs à la baisse, un doute grandissant quant à la mise en place des mesures économiques promulguées par le Président Reagan au cours de la campagne électorale, et au Canada, un état de crise quant à la fixation des prix du pétrole et du gaz et la distribution des revenus entre les divers gouvernements et l'industrie.

Somme toute, l'investisseur demeure

perplexe et beaucoup plus enclin à se satisfaire d'un gain marginal que d'investir avec conviction pour le moyen et long terme. Une telle attitude n'a rien de surprenant compte tenu de la faible visibilité disponible.

Cette tendance pourrait toutefois se résorber rapidement dans la mesure où les politiques de Reagan se révèlent adéquates et que les taux d'intérêt commencent à baisser. En ce qui concerne le premier volet, nous en saurons plus long le 18 février alors que l'administration précisera son plan d'ensemble. Quant aux taux d'intérêt, un mouvement de baisse semble déjà amorcé mais il est loin d'être certain que le recul sera d'une envergure similaire à celui de 1980.

Au Canada, les observateurs pensent qu'une entente aura lieu entre les gouvernements fédéral et provinciaux d'ici le milieu de l'année en ce qui concerne notre politique énergétique. De plus, les prévisions économiques pour la seconde moitié de 1981 favorisent une reprise modérée de l'activité.

En résumé, malgré un début pour le moins chancelant, la cote boursière devrait se raffermir au cours des prochains mois. Comme toujours, ceux qui profiteront le plus de cette conjoncture seront les investisseurs qui auront misé sur cette reprise au premier trimestre alors que les perspectives semblent douteuses. □

## MARTINEAU WALKER AVOCATS

GEORGE A. ALLISON, C.R.  
ANDRÉ J. CLERMONT, C.R.  
J. LAMBERT TOUPIN, C.R.  
EDMUND E. TOBIN  
JACK R. MILLER  
STEPHEN S. HELLER  
ANDRÉ T. MÉCS  
ANDRÉ LARIVÉE  
MICHEL MESSIER  
MARC NADON  
PAUL B. BELANGER  
JEAN MASSON  
ALAIN CONTANT  
XENO C. MARTIS  
REINHOLD G. GRUDEV  
MARIE-FRANCE BICH  
BRIGITTE GOUIN  
LUCIE ROY  
JOY GOODMAN-MAILHOT

ROGER L. BEAULIEU, C.R.  
JOHN H. GOMERY, C.R.  
BERTRAND LACOMBE  
C. STEPHEN CHEASLEY  
SERGE D. TREMBLAY  
PIERRETTE RAYLE  
JAMES G. WRIGHT  
LAWRENCE P. YELIN  
WILBROD CLAUDE DÉCARIE  
ANDREA FRANCOEUR MÉCS  
FRANÇOIS ROLLAND  
DENNIS P. GRIFFIN  
MARIE GIGUÈRE  
RONALD J. McROBIE  
RAYMOND TRUDEAU  
DAVID W. BOYD  
DANIEL PICOTTE  
DANIEL GAGNE  
JAMES R. SPROULE

PETER R.D. MACKELL, C.R.  
ROBERT A. HOPE, C.R.  
F. MICHEL GAGNON  
RICHARD J.F. BOWIE  
MAURICE A. FORGET  
DAVID W. SALOMON  
SERGE F. GUÉRETTE  
JEAN-FRANÇOIS BUFFONI  
ROBERT B. ISSENMAN  
DONALD M. HENDY  
GRAHAM NEVIN  
RICHARD J. CLARE  
ÉRIC M. MALDOFF  
DAVID POWELL  
ROBERT PARÉ  
PIERRE J. DESLAURIERS  
JACQUES RAJOTTE  
SUZANNE HANDMAN  
MARC PAQUET

### AVOCATS-CONSEILS

LE BÂTONNIER JEAN MARTINEAU, C.C., C.R. ROBERT H.E. WALKER, C.R.  
L'HONORABLE ALAN A. MACNAUGHTON, C.P., C.R. LE BÂTONNIER MARCEL CINO-MARS, C.R.

TÉLÉPHONE 395-3535 — CODE RÉGIONAL 514  
SANS FRAIS D'INTERURBAIN 1-800-361-6266

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE — CHABAWA  
TÉLEX 05-24610 BUOY MTL  
BELINOGRAPHE (514) 395-3517

BUREAU 3400  
LA TOUR DE LA BOURSE  
C.P. 242, PLACE VICTORIA  
MONTREAL, CANADA H4Z 1E9



## LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.

360, rue St-Jacques, Montréal

Courtier en valeurs mobilières

TORONTO • QUÉBEC • OTTAWA • SHERBROOKE • MONCTON  
TROIS-RIVIÈRES • CHICOUTIMI • ST-HYACINTHE • VAL D'OR  
VICTORIAVILLE • JOLIETTE • ROUYN-NORANDA • RIVIÈRE-DU-LOUP  
LONDRES • GENÈVE

## LE COURRIER FRANÇAIS EST VOTRE JOURNAL

Le Courrier Français, créé en 1953, est le journal mensuel de la collectivité française au Canada.

Vous y trouverez, tous les mois, des nouvelles fraîches des différentes associations françaises au Canada, une revue de la presse en France, des articles sur les changements de la législation des deux côtés de l'Atlantique, des chroniques sur le cinéma, la littérature, la gastronomie, l'événement québécois, etc.

Le Courrier Français parle le langage des soixante quinze mille Français du Canada. Encouragez **vos** journal. Abonnez vos amis. Abonnez-vous (\$8.50 seulement).

**le courrier  
français**

Union Nationale Française  
429, avenue Viger  
Montréal Québec H2L 2N9



Le Groupe **Ger-Inter** Inc.  
Gestion de redressement

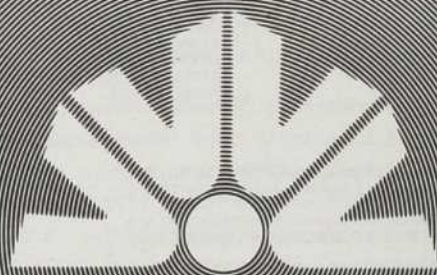
800, Square Victoria, bureau 1440, C.P. 11, Tour de la Bourse  
Montréal, Qué., H4Z 1A2 téléphone (514) 871 1707

**Colombani  
Sperandio**  
architectes

**10800  
rue Lajeunesse  
Montréal H3L 2E8  
Tel.: 514 389-8468**

Henri Colombar  
Paul Sperandio

**A world-wide network  
at your service**



**CREDIT LYONNAIS**  
CANADA LIMITED

Subsidiary of Credit Lyonnais

MONTREAL : 1 Place Ville Marie, Suite 1525 - Tel. : (514) 879-1090  
TORONTO : Royal Bank Plaza, Suite 2875 - Tel. : (416) 865-0100  
CALGARY : 639, 5th Avenue, S.W., Suite 300 - Tel. : (403) 263-1080



## Tour d'horizon sur les marchés des changes

par Pierre Durance  
Vice-Président Affaires  
Crédit Lyonnais Canada Limitée

### Commentaire général

Le dollar américain est à nouveau en vedette sur la scène internationale. La soudaine poussée, en janvier, du cours de cette monnaie a traduit une reprise de confiance générale dans le dollar US, certainement aidée par le maintien à un niveau élevé des taux d'intérêts.

Cette réaction "psychologique" du marché a été entretenue par les interventions du Federal Reserve qui a, en retenant les taux, affermi l'idée qu'on pouvait vivre aux Etats-Unis avec des taux égaux ou supérieurs à 15%.

L'action conjuguée de cette reprise de confiance dans le dollar et l'écart entre les taux d'intérêts américains et européens a maintenu une forte agitation sur les marchés des changes. Dans cette tourmente, le S.M.E. a résisté jusqu'à ce jour, ce qui pourrait être un gage de solidité pour cet accord.

Après la très forte poussée du dollar, à la fin du mois de janvier, il faut s'attendre, pour le mois à venir, à voir des marchés très nerveux et susceptibles d'enregistrer des mouvements de fortes amplitudes.

### Dollar U.S.

La baisse des taux d'intérêts qu'on attendait rapide a été particulièrement lente avec des mouvements de hausse sur quelques jours. Si, il y a quelques semaines, on pensait voir les taux d'intérêts descendre et rester à un niveau de l'ordre de 14% à 15%, une bonne partie de 1981, l'hypothèse d'une nouvelle hausse, après une baisse en février et mars, semble, désormais, de moins en moins exclue.

Toutefois, profitant de l'écho très favorable recueilli par l'administration Reagan sur les marchés, le dollar devrait rester ferme encore un moment. Un renversement de tendance ne doit pas être exclu après que le président Reagan ait prononcé son discours économique du 18 février et ce, d'autant que la devise américaine sera très sensible aux prises de bénéfice.

### Dollar Canadien

Le maintien à des niveaux élevés du taux d'intérêts canadien correspond assez bien aux prévisions qui avaient été avancées. Le taux, sur le marché monétaire, est en effet repassé au dessus de celui du dollar américain, dans les échéances courtes (1 à 3 mois). Ce retard à la baisse devrait continuer à prévaloir dans les quelques semaines à venir.

Le cours du dollar canadien ne s'en est pas amélioré pour autant contre le dollar US. Ceci est essentiellement dû à la réappréciation "psychologique" de cette dernière monnaie. Il est significatif de constater que le dollar canadien est cependant resté dans l'orbite du dollar américain et que son cours s'est considérablement élevé contre les devises européennes.

Comme le dollar américain, on peut penser qu'à de tels cours, la monnaie est surévaluée contre les monnaies européennes.

### Franc Français

Le Franc Français devrait pouvoir maintenir ses positions actuelles au sein du S.M.E. bien qu'il soit susceptible de subir des pressions momentanées à la baisse à l'approche de l'échéance électorale.

Les taux d'intérêts semblent devoir rester stables à un des niveaux les plus bas parmi les monnaies importantes.

### Deutsche Mark

Le déficit de la balance des paiements attendu en R.F.A. pour 1981, la progression des prix et le recul et l'activité qui entraîne une montée rapide du chômage pèsent lourdement sur la tenue du D.M., d'autant que le différentiel d'intérêts en faveur du dollar demeure important. Dans ce contexte, le D.M. devrait rester contesté au cours de ce mois.

### Franc Belge

On a constaté une légère détente des taux d'intérêts sur cette monnaie.

Le cours reste stable dans le S.M.E. mais évidemment, suit les monnaies européennes dans la chute contre le dollar.

### Franc Suisse

Le cours de cette monnaie reste assez sensiblement lié à celui des monnaies européennes et a donc baissé fortement contre le dollar US.

### Livre sterling

La livre sterling devrait rester ferme contre le dollar US, une baisse des taux d'intérêts directs n'étant pas attendue en Grande Bretagne avant le mois prochain. □



Symbole de qualité de la recherche thérapeutique

RHÔNE-POULENC PHARMA Inc.  
8580 Esplanade, Montréal

## UN TOURNANT EN INFORMATIQUE AU QUÉBEC!

La nouvelle Société d'Informatique Raymond Chabot Inc. est la propriété du cabinet Raymond, Chabot, Martin, Paré et Associés et de la Compagnie Générale d'Informatique, société française de service et de conseil en informatique et premier producteur de produits logiciels en France. Les effectifs combinés des deux sociétés-mères représentent 1 200 personnes.

La société offre à ses clients une gamme complète de produits (logiciels de développement en informatique, moniteurs de mesure, logiciels d'application de gestion), de services et une méthodologie d'analyse fonctionnant selon des concepts nouveaux en Amérique du Nord mais ayant fait leurs preuves depuis plusieurs années en Europe. Ces produits représentent plus de 500 installations en opération sur 30 types de matériels différents dans 8 pays.

## OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Monsieur L. Lebeault, ingénieur, directeur des programmes de francisation de l'Office de la langue française, nous informe de la nomination de M. Eric-P. Blais à titre d'adjoint au directeur des programmes de francisation à l'Office de la langue française. Celui-ci est particulièrement bien préparé pour occuper ce poste, fort de son expérience de 32 ans du milieu des affaires et de quatre ans à titre de chef du Service des programmes de francisation de la grande entreprise.

Monsieur Blais assumera l'entière responsabilité de faire connaître la Charte de la langue française, et notamment ses dispositions quant à la langue du commerce et des affaires, à toutes les associations patronales du Québec et de maintenir avec ces dernières des relations soutenues et permanentes. Les associations patronales ont des besoins et un rôle à jouer dans l'entreprise colossale que constitue la francisation du Québec économique, perçue à la fois comme un changement d'ordre technique, linguistique et social.

Monsieur Blais se tient à votre entière disposition pour vous faire connaître les programmes de l'Office ainsi que les services et publications offerts à ses diverses clientèles. Il peut être contacté à l'adresse et au numéro de téléphone suivants: M. Eric-P. Blais, Adjoint au directeur, Direction des programmes de francisation, Office de la langue française, 800, Place Victoria, Case Postale 316, Montréal (Québec), H4Z 1G8, Tél.: (514) 873-6571.

## BATIMAT INTERNATIONAL

Batimat, which will be the most comprehensive of construction shows, brings together all the materials, products and techniques which enter into the erection of a building and become an integral part of it.

Included are: Structural components and materials; foundations and main walls; ceilings and partitions; roof and structure; insulation; sealings; wood, metal and plastic joinery; doors and windows; heating and ventilation; lighting and electrical equipment; sanitary systems; plumbing and kitchens; floor and wall coverings; hardware; press and financial services; general reference material.

Batimat, serving the construction industry, is designed to meet the needs of the manufacturers and exclusive distributors of the construction sector who are the only ones invited to exhibit.

On the strength of the number of products presented and the reputation of the participating companies, the purpose of Batimat is to bring together the construction world of Canada and the eastern United States, as well as several European firms. Although open to the public, Batimat is specifically aimed at the specialists, whether in industry, trade, technical services or administration.

These are, more specifically, contractors, wholesalers, private and government promoters, technical services of local administrations and communities, construction material dealers, architects, consulting engineers, surveyors and inspectors.

## COGNAC LARSEN

Monsieur Jean Larsen, président directeur général, de la Société Larsen S.A., a récemment présidé l'inauguration du siège social, des bureaux et des caves de sa filiale nord-américaine à Montréal, sise au 356 est, rue Sherbrooke.

Cet événement s'est déroulé symboliquement le jour même de la Saint-Vincent, patron des viticulteurs. M. Larsen, dans son introduction lors de la visite des locaux de la nouvelle société, a souligné notamment le caractère unique de l'implantation d'une telle organisation en dehors des lieux traditionnels de l'arrondissement de cognac. C'est en effet la première fois, dans les annales de l'industrie du cognac qu'une maison d'une telle importance, se rapproche du marché en se servant de base pour son action nord-américaine, d'un édifice dans la ville de Montréal, bassin d'une population dont la consommation de cognac est parmi la plus importante de l'Amérique du Nord.

## MONTREAL AND ITS LINKS WITH EUROPE

For geographic and economic reasons the Port of Montreal is in a most advantageous position to handle import-export trade with Europe. It is located 1,000 miles inland from the Atlantic Ocean and in the centre of the industrial heart of Quebec and Ontario. This is a region which generates more than 70% of Canada's trade with western Europe and Montreal is ideally situated to serve this area.

It is equally well located to handle cargo moving between western Europe and the highly industrialized American mid west.

The cost of transporting cargo to Montreal by ship is much lower than the cost of unloading at an Atlantic port and moving goods inland by land transport. Nine shipping lines operate on regular schedules in this trade, to the extent that an average of one ship per day leaves Montreal for Europe and one ship arrives from Europe the year around.

Montreal's business with Europe continues to show a healthy growth, and its involvement in trade with Europe spans many decades. It has steadily become more firmly entrenched and the prospects for future growth are excellent.



## NOUVEAU SUPPORT PUBLICITAIRE

La Compagnie PubliGroupe International va lancer dans plusieurs stations de ski du Québec un coupe-vent pour télésiège qui constituera un nouveau support publicitaire original auprès des skieurs.

Prière de s'adresser à Jean-Louis CHOLLET PubliGroupe International, 363 ouest, rue St-Paul, Montréal, P.Q. H2Y 2A7. Tél.: (514) 844-4808

## PROPOSITION D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER APPROUVÉE

L'honorable Herb Gray, Ministre chargé de l'application de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, a annoncé la prise d'une décision quant à une proposition d'investissement étranger.

Proposition de la Canfarge Ltée, de Montréal (Québec), une filiale à part entière de la Ciments Canada Lafarge Ltée qui, elle, est contrôlée par la Lafarge S.A. de France, pour acquérir le contrôle de l'entreprise exploitée par la Timmins Gravel Products Company Limited, de Timmins (Ontario) qui fabrique et vend du béton préparé.

## NOUVEAUTÉ DANS LE DOMAINE DE LA LUNETTERIE AU CANADA

Essilor, la première société française d'optique-lunetterie, a terminé l'agrandissement de ses laboratoires de Ville Saint-Laurent où l'on fabriquera les verres anti-reflets multicouches. L'opération représente un investissement de \$600,000 et crée vingt-deux emplois directs et indirects.

De l'avis de monsieur Claude Le Page, président directeur général d'Essilor Canada Ltée, il s'agit d'une installation unique en son genre au Canada. Selon lui, cette installation était justifiée par l'absence de verres anti-reflets de haute qualité ici. Relevant pour ainsi dire de la prouesse technologique, le traitement anti-reflets multicouches donne un verre de qualité nettement supérieure; la réflexion de la lumière,

## BILAN 1980 DES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES

Au terme de l'année 1980, le commerce extérieur français des produits agricoles et alimentaires enregistre un excédent global de près de 16 milliards de francs, supérieur de 9.2 milliards à celui obtenu à la fin de l'année 1979.

Pour les 12 mois cumulés de 1980, les exportations agro-alimentaires françaises ont représenté un chiffre d'affaires de 78 milliards de francs, en progression de 21% par rapport à celui de 1979. En revanche, la valeur des importations n'a augmenté que de 7% pour s'établir à 61.7 milliards de francs fin décembre 1980.

fort incommode pour l'oeil, y est quarante fois moins grande que dans un verre normal, tandis qu'elle est dix fois moins forte que dans un verre traité monocouche de très bonne qualité.

Toujours à la fine pointe de la recherche, Essilor a lancé deux innovations qui ont révolutionné le domaine de l'optique oculaire dans les vingt-cinq dernières années. Il s'agit du verre organique ou verre de plastique et du verre progressif.

Comme le souligne monsieur Le Page, président directeur général d'Essilor Canada Ltée, "Le verre anti-reflets multicouches constitue une autre découverte précieuse pour le porteur de lunettes. Ce verre saura répondre à la demande sans cesse croissante du consommateur canadien pour les produits de qualité, durables et efficaces. Il est à noter que le Canada compte environ 11 millions de porteurs de lunettes, dont 3 millions au Québec".

Les secteurs qui ont apporté la plus forte contribution à l'amélioration de notre balance commerciale agro-alimentaire sont bien connus. Il s'agit essentiellement des céréales (+14.7 milliards de francs), des vins et spiritueux (+9.7 milliards), des produits laitiers (+6.4 milliards), du sucre (+5.4 milliards) et des bovins vivants (+3.4 milliards). On peut noter que ces cinq secteurs représentent un excédent cumulé de quelques 39.6 milliards de francs pour l'année 1980.

A l'inverse, la France reste très fortement dépendante de l'étranger pour le café (-4.7 milliards de francs), les fruits tropicaux et agrumes (-3.6 milliards) et, ce qui demeure préoccupant, les produits de l'élevage porcin (-3 milliards) ainsi que les produits de la pêche (-2.9 milliards) conserves et préparations comprises.

## AIR FRANCE ÉQUILIBRE SES COMPTES

Les 108 compagnies aériennes membres de l'Association internationale du Transport aérien ont connu en 1980 l'une des moins bonnes années de l'histoire de l'aviation mondiale accusant un déficit global de près de \$2.6 milliards. Air France, pour sa part, a réussi à équilibrer ses comptes durant l'année qui s'achève, figurant ainsi parmi les rares compagnies aériennes internationales à présenter un bilan positif.

Au Canada, Air France a réussi à dépasser légèrement (environ un pour cent) ses résultats de 1979, alors que la plupart des compagnies aériennes desservant l'axe Canada/Europe enregistraient des baisses de trafic passager allant dans certains cas jusqu'à 13.6 pour cent par rapport à l'entrée précédente.

En commentant ces résultats, le directeur d'Air France pour le Canada, Monsieur Joël Lunot, explique que le succès de nouvelle classe "Affaires" destinée aux passagers achetant des billets de classe économique à plein tarif, ainsi que l'introduction des vols-vacances sur le faisceau Canada-Europe, est en grande partie responsable des résultats relativement satisfaisants que la compagnie a connus au Canada en 1980.

Si le transport de passagers a peu progressé de 1979 à 1980, le type des marchandises a été marqué, toujours pour Air France, par un accroissement très encourageant. C'est ainsi qu'à l'export, c'est-à-dire dans le sens Canada-France, le service cargo d'Air France a dépassé ses objectifs pour 1980 de 24 pour cent, ce qui équivaut à une augmentation de 46 pour cent sur les résultats de 1979, devenant ainsi le plus important transporteur non canadien de cargo entre le Canada et l'Europe.



Le verre anti-reflets multicouches d'Essilor, 40 fois plus efficace qu'un verre ordinaire en présence d'une source d'éblouissement, a nécessité une installation spéciale représentant un investissement de \$600,000.

## Mies van der Rohe Furniture: Works and Drawings

*Mies van der Rohe: Furniture and Drawings*, an exhibition of works by the German artist Ludwig Mies van der Rohe who succeeded Walter Gropius at the head of the Bauhaus school of design, is presented at the Montreal Museum of Fine Arts from February 22 to April 5, 1981.

Originally organized by the Museum of Modern Art in 1977, the exhibition includes the most complete view to date of Ludwig Mies van der Rohe's furniture designs, from initial sketches to completed chairs and tables, including one chair never executed during his lifetime. In addition to the never before produced Reclining Frame chair of 1932, the exhibition includes six other chairs and tables, eighty-six small pencil sketches and ten full-scale working drawings and curvature studies.

Ludwig Mies van der Rohe (1886-1969) is well known as an architect, but also created furniture to suit his architecture so revolutionary at the time that nothing existed with which to furnish it. Mies was interested in expressing a new lifestyle, in using industrial materials and "the methods of our time" to, as he said, "create form out of the nature of our tasks."

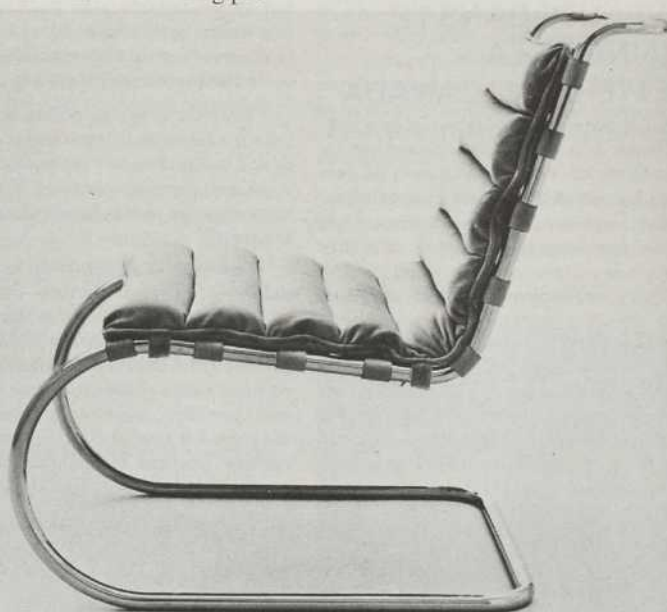
Mies van der Rohe began working in Berlin in 1905, and in 1930 was made director of the Bauhaus. The rise of the Nazis caused the school to close in 1933, and in 1938 Mies settled in the United States, where he became one of North America's most illustrious modern architects. Montreal is fortunate in having four buildings, including Westmount Centre, designed by Mies van der Rohe, more than any other city besides Chicago.

All the executed furniture pieces in the exhibition were designed before 1933, as Mies did not seriously pursue

furniture design after 1936. As Ludwig Glaeser says, "he saw no need to involve himself again... as he regarded the existing pieces as definitive statements which he felt would serve all purposes in his future work." His perhaps most famous design, the Barcelona chair, achieved this intention. Designed in 1929, it has been in continuous demand and increasing pro-

duction ever since.

All the works to be exhibited are from the Mies van der Rohe Archive and the Architecture and Design Collection of the Museum of Modern Art of New York. Bob Little, Curator of Decorative Arts, coordinated the exhibition for the Montreal Museum of Fine Arts.



Reproduction actuelle du fauteuil, avec coussin de velours beige, d'après l'original de 1931 (Ludwig Mies van der Rohe — 1886-1968).

### Exhibitions of the Canadian Cultural Centre in Paris

The Canadian Cultural Center in Paris is presenting until March 29 an exhibition on Pierre Clerk (painting and sculpture — recent works). Five paintings and six preliminary drafts of monumental sculptures, produced during the 1979-80 period, will be exhibited.

Pierre Clerk has been living and working in New York since 1959. He has been taken part in the Venice Biennial, the Carnegie International and the Rosc International exhibitions. His works are featured in the New York Modern Art Museum, Guggenheim and Chase Manhattan Bank collections, as well as those of various

Canadian museums such as the National Gallery of Canada, the Montreal Museum of Fine Arts, the Montreal Museum of Contemporary Art and the Museum of Quebec.

Also, until, March 29, the Centre will have the "Montreal, a closer look — architecture as seen by children" exhibition. Heritage-Montreal as well as the Museum of Fine Arts of Montreal collaborated on it.

It all started last Spring and Summer, when children from five different schools and recreation centres in Montreal sat down for intensive sessions with art animators to think talk and finally draw and write about their neighbourhoods, houses, historical buildings, and stained-glass windows they found around them.

## Alvar Aalto: architect, painter and designer

A major didactic exhibition on the life and work of the Finnish artist Alvar Aalto opened in the temporary exhibition galleries of the Montreal Museum of Fine Arts on February 27, and will run until April 5.

Primarily known as an architect, but also a painter and designer, Alvar Aalto personifies one of the most important aspects of modern Scandinavian art. Aalto wished to transcend categories and national boundaries, and the Museum of Modern Architecture of Helsinki respects this desire by presenting a North American exhibition of all aspects of his work. Photographs of major buildings thus accompany the artist's writings, his designs, his furniture, his paintings and drawings.

Alvar Aalto's work has made a lasting impact on the history of modern architecture. In 1927 he designed the Turku paper factory in Finland, a building which is recognized today as



Palais Finlandia, Helsinki 1962-71 (Alvar Aalto — 1898-1976).

one of the first major constructions of formal modern architecture.

Working first on the integration of the structures of an edifice within a visual system, Aalto later departed from this theoretical attitude to affirm his belief in integrating architecture with its natural surroundings. Aalto advocated the use of only local materials; in Finland, therefore, he designed buildings of wood, brick, and metal.

Alvar Aalto's style is in part a poetic game, but it is also practical building, for each one of his designs or completed structures was seen as a possibility to join, through design, architectural environments to a social philosophy of architecture.

The exhibition *Alvar Aalto 1898-1976* was organized by the Museum of Modern Architecture of Helsinki and coordinated in Montreal by Normand Thériault, Curator of Contemporary Art at the Museum. It brings to the public a view of the entire career of one of the truly great humanists of the 20th century.

(suite de la page 13)

R Dans les vingt dernières années, j'ai effectivement vu arriver au Canada de très nombreuses affaires françaises: dans les 200 à 250 peut-être. J'en ai également vu quelques-unes qui étaient déjà là comme l'Air Liquide ou Lafarge, se développer de façon prodigieuse. Je dois dire que je connais peu d'échecs. Certaines sociétés ont même fait des réussites spectaculaires comme Michelin, la Compagnie Générale d'Electricité, La Routière Colas (SINTR), Essilor, Merlin-Gérin, Moteurs Leroy, et bien d'autres qu'il serait trop long de citer. Mais je crois que ces quelques noms sont d'entreprises symptomatiques venues s'installer au Canada tout d'abord avant d'aller s'attaquer au marché des Etats-Unis.



Q Le fameux "tremplin canadien"...

R Oui et non. La tendance actuelle de certains Français, c'est de venir d'abord aux Etats-Unis: toujours ce mirage américain — que la réussite probable du programme de M. Reagan pourrait encourager. Je ne suis pas certain que ce soit la bonne approche. Si l'on veut se roder à l'Amérique du Nord, on peut le faire bien plus facilement à partir du Canada, puis, avec des collaborateurs canadiens, faire le saut aux Etats-Unis. Par ailleurs, si l'on a comme objectif premier de s'installer aux Etats-Unis, il faut alors également et au même moment s'implanter au Canada. Car si l'on regarde à 20 ou 30 ans devant soi, il me semble probable que le Canada sera pour les investisseurs un pays plus heureux que les Etats-Unis. □

## SIAL: L'HEURE DU BILAN

Le 9e SIAL est terminé. Exposants, visiteurs, organisateurs font le bilan de ce salon dont chacun s'accorde à dire qu'il fut un succès.

Les exposants, dès la fin de 1979, avaient manifesté leur confiance dans le SIAL en retenant la totalité des emplacements disponibles. Ils ont préparé ce 9e SIAL mieux qu'ils ne l'avaient jamais fait pour informer, recevoir sur leur stand ou accueillir à Paris les acheteurs professionnels de France, et de tous les pays du monde.

Ils ont pour cela investi des sommes importantes, déplacé leurs directions et tous leurs cadres commerciaux. Leur jugement est donc particulièrement intéressant: 83% d'entre eux sont satisfaits ou très satisfaits de leur participation, 95% d'entre eux souhaitent revenir en 1982 dont 42% sur une superficie supérieure.

Les visiteurs n'ont jamais été aussi nombreux. On a enregistré un accroissement de 23% des visiteurs professionnels français et de 50% des visiteurs étrangers pour lesquels, au niveau d'Interlal, 34 315 entrées ont été recensées en 1980. Là encore les enquêtes faites auprès des visiteurs montrent qu'ils sont venus plus nombreux, qu'ils sont restés plus longtemps, et elles témoignent de leur satisfaction. Ainsi le SIAL confirme sa position de manifestation professionnelle internationale et commerciale de premier plan.

Occasion exceptionnelle de rencontres, le SIAL est aussi l'illustration vivante d'un secteur puissant mais complexe de l'économie mondiale, un temps fort d'une réflexion sur l'évolution de l'agro-alimentaire.

La spécialisation du SIAL, son caractère résolument commercial et professionnel, son audience internationale auront ainsi permis de répondre à l'attente des opérateurs du monde entier qui ont besoin de se rencontrer et de faire le point.

C'est l'objectif que se fixera à nouveau le SIAL pour 1982.

## MAINTENANCE ET ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Le premier Salon de la Maintenance et de l'Équipement Général Industriels qui s'était déroulé en décembre 1979, en même temps que MECANELEM, répondait à une nécessité.

Bien que très occupés, les techniciens, ingénieurs et responsables de maintenance s'étaient déplacés en nombre.

20 000 visiteurs se sont rendus sur les stands de 141 firmes exposant au 1er Salon de la Maintenance et de l'Équipement Général Industriels.

La seconde édition de ce Salon viedra à point car l'année 1981 est une année charnière. De nombreux organismes (Institut de formation, Conseils en organisation, Ministère de l'Industrie) se penchent désormais sérieusement sur les problèmes de la fonction entretien-maintenance dont le rôle grandit sans cesse: assurer le fonctionnement optimal de l'outil de production, limiter les arrêts des chaînes de fabrication seront les conditions nécessaires à la compétitivité de toutes les entreprises industrielles. Confrontés à la complexité croissante des machines, les responsables de maintenance font appel aux entreprises extérieures spécialisées: la sous-traitance se développe.

Le 2ième Salon de la Maintenance et de l'Équipement Général Industriels sera donc l'événement de l'année dans ce domaine en pleine expansion.

## ATOUS POUR LA MÉCANIQUE

Le 10e salon international des transmissions hydrauliques, pneumatiques, mécaniques, composants de la construction de machines & d'équipements (MECANELEM 81), se tiendra du 30 novembre au 5 décembre 1981 au CNIT Paris La Défense.

La mécanique française est relativement en bonne santé, tel est le constat établi par l'Académie des Sciences dans son récent rapport au Président de la République sur les sciences mécaniques et l'avenir industriel de la France.

Les industries mécaniques nationales représentent 13 500 entreprises, 635 000 salariés et 129 milliards de francs de chiffre d'affaires. Ainsi la France se place au 6ème rang dans le monde et au 4ème pour les exportations.

Les succès obtenus en aéronautique, automobile, chemin de fer, armement, énergie nucléaire, industrie pétrolière, prouvent les capacités de la France, même si certains biens d'équipement ne sont pas en bonne position.

Incontestablement le marché français est fortement pénétré par les machines étrangères: plus de la moitié des biens d'équipement vendus en France. L'insuffisance de la rentabilité, entraînant une faiblesse de l'effort de recherche et développement, constitue la principale cause diagnostiquée.

## EUROPROTECTION — EUROSÉCURITÉ

Le 8e Salon International pour la Prévention, la Sécurité et la Protection de l'Homme, de son environnement et de ses biens, Europrotection - Eurosécurité 1981 aura lieu du 20 au 23 octobre 1981 au Parc des Expositions de l'Aéroport du Bourget.

Europrotection - Eurosécurité 1981 battra sans aucun doute ses précédents records, puisque, à plus d'une année de son ouverture, déjà 9 000 m2 de stands étaient définitivement réservés (25% de plus qu'en 1978 à la même époque). Un nombre toujours croissant de fabricants de matériel de sécurité du monde entier participe à Europrotection-Eurosécurité soit en tant qu'exposants, soit en tant que visiteurs, précisément en raison de son caractère international.

# LES SALONS FRANÇAIS

Des renseignements complémentaires sur les salons ou sur les facilités de voyages peuvent être obtenus en écrivant à : Salons Spécialisés Français, 1080 Beaver Hall, suite 820, ou en téléphonant à 861-7841. Des cartes d'entrée gratuites sont à votre disposition pour tous les salons.

## EUROPLASTIQUE — EUROCAOUTCHOUC 1982

EUROPLASTIQUE — EUROCAOUTCHOUC, the International Plastics & Rubber Exhibition, will be held for the sixth time. Following the cycle of events planned by the various international trade organizations involved, EUROPLASTIQUE — EUROCAOUTCHOUC will take place in 1982 (from June 3rd to 10th), at the Parc des Expositions of Porte de Versailles, in Paris.

The 1982 exhibition has officially been recognized by EUROMAP (the European Committee of Plastic & Rubber Manufacturers) and by EUTRAPLAST (West European Committee of Plastic Product Processing Industries Associations). As a result, it is the only trade show of its kind sponsored in 1982 by these two organizations.

The industry's three sectors will be represented at EUROPLASTIQUE — EUROCAOUTCHOUC. They are the ones dealing with: raw materials, machinery and equipment, and finished and semi-finished products. They will cover a 115 000 m<sup>2</sup> area spread throughout three buildings.

## LES FOURS ET L'ÉNERGIE

Le 2<sup>e</sup> Salon International des Fours et Equipements Thermiques Industriels aura lieu du 4 au 9 mai 1981, au CNIT Paris La Défense.

Les fours conservent, malgré les efforts de leurs constructeurs, une fâcheuse réputation de "dévoreurs d'énergie", et ceci dans des conditions d'inconfort notoire! Or, à la veille d'une manifestation telle qu'EUROFOUR, il serait bon d'essayer de remettre les choses en ordre.

Bien sûr, mais moins qu'on veuille bien le dire. Dans les industries mécaniques et de transformation des métaux, qui comportent, entre autres, huit des dix professions consommant le plus d'énergie, la part de cette dernière pour l'éclairage et le chauffage des locaux représente près de 50% de l'énergie totale consommée! Il en reste donc relativement peu pour les fours si l'on n'oublie pas qu'il faut de l'énergie pour faire fonctionner les machines-outils, les presses, les appareils de manutention, etc...

## INNOVATION POUR PEINTURES INDUSTRIELLES

Le 8<sup>ème</sup> Salon International "Traitements des Surfaces et Finition Industrielle" (S.I.T.S.), qui se tiendra du 4 au 9 mai 1981 au C.N.I.T. de la Défense, accueillera toutes les techniques contribuant à valoriser, décorer, protéger les surfaces. Bien entendu, les peintures industrielles occupent une place de choix dans cet éventail de techniques. Tant au niveau des produits que des installations et des matériels d'application ce secteur sera très largement représenté.

A travers la diversité des firmes exposantes, un thème essentiel sera la vedette: l'innovation.

L'industrie française de la peinture a connu au cours des dernières années un bouleversement sans précédent au niveau de ses structures: regroupements, fusions, prises de participation ont en effet considérablement modifié la physionomie d'une activité jusque là relativement atomisée.

Aujourd'hui cette oeuvre de restructuration touche à sa fin et, l'industrie française de la peinture s'est dotée des moyens techniques, économiques et humains de faire face aux défis de cette fin de millénaire et de figurer parmi les "grands" mondiaux.

## CALENDRIER DES SALONS INTERNATIONAUX FRANÇAIS CALENDAR OF FRENCH EXHIBITIONS

	DATES	MANIFESTATIONS EXHIBITIONS		LIEUX VENUES
<b>MAI</b>	4-9	Salon International "Traitements des Surfaces et Finition Industrielle" International Surface Treatment and Industrial Finishing Exhibition	*	PARIS CNIT
	4-9	Salon International des Fours et Équipements Thermiques Industriels - EUROFOUR International Furnace and Industrial Heat Equipment Exhibition		PARIS CNIT
	11-15	Salon "Le Cadeau et l'Entreprise" "The Premium and Business Gift" Show	A	PARIS CIP
	14-18	Salon Int. de la Lunetterie, de l'Optique Oculaire et du Matériel pour Opticiens - SILMO Optical Equipment Exhibition	A *	PARIS Pte Versailles
	17-21	Salon International des Industries et Arts du Feu - SIFE International Tableware Exhibition	A *	CIAT 75010 PARIS
	22-25	Salon Technique des Maquettes et Modèles Réduits - MODEL Technical Show for Models and Model Engineering	A	GRENOBLE



**FRANCOLOR**

**UGINE KUHLMANN DU CANADA LIMITEE**  
FRANCOLOR DYESTUFFS DIVISION

2052 Trans-Canada Highway  
Dorval, P.Q.  
150 Lakeshore Road  
Port Credit, Ontario

Tél. : 683-8750-1-2-8  
Tél. : (416) 274-9260 (Toronto)  
Télex : 058-21655

## STIKEMAN, ELLIOTT, TAMAKI, MERCIER ET ROBB

AVOCATS

SUITE 3900, 1155 OUEST BOULEVARD DORCHESTER  
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H3B 3V2  
TÉLÉPHONE: 514-395-3210 TÉLEX: 05-267316  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: "TAXMONT" TÉLÉCOPIEUR: 514-395-2867

H. HEWARD STIKEMAN, C.R.  
JAMES A. ROBB, C.R.  
STANLEY H. HARTT  
MICHEL VENNAT  
RICHARD W. POUND  
PAUL FORTIN  
JEAN-PIERRE OUELLET  
DAVID N. FINKELSTEIN  
JEAN-PIERRE BELHUMEUR  
ROBERT LANGLOIS  
DANIEL BARBEAU  
ISABEL M. PAPPE  
HUGH BERWICK  
GILLES LEMIEUX

R. FRASER ELLIOTT, C.R.  
MAURICE RÉGNIER, C.R.  
MICHAEL L. RICHARDS  
MORTIMER G. FREIHEIT  
CLAUDE P. DESAULNIERS  
PETER R. O'BRIEN  
DANIEL W. COLSON (HONG KONG)  
MARC DE MAN  
JEAN-JUDE CHABOT  
JAMES A. WOODS  
ANDRÉ DORRAIS  
FRANÇOIS H. OUIMET  
FRANK SIXT  
GUY MASSON

GEORGE T. TAMAKI, C.R.  
JAMES A. GRANT  
HAROLD P. GORDON  
MARTIN C. LEPAGE  
J.N. WYATT  
MARC J. PRÉVOST  
ELINORE J. RICHARDSON  
ROBERT COUZIN  
DENIS LACHANCE  
PIERRE ARCHAMBAULT  
A. EDWARD AUST  
LAURENT FORTIER  
BRUNO ARNOULD  
LOUISE PELLY

FRANÇOIS MERCIER, O.C., C.R.  
W. DAVID ANGUS  
A. PETER F. CUMYIN  
VINCENT M. PRAGER  
YVON MARTINEAU  
CLAUDETTE PICARD-LAVALLÉE  
CHRISTIAN SALBAING (LONDRES)  
GLENN A. CRANKER  
ROBERT HACKETT  
MARTIN H. SCHEIM  
LOUIS P. BELANGER  
PIERRE RAYMOND  
CALIN ROVINESCU  
GUY SARAULT

CONSEIL: L'HONORABLE MAURICE RIEL, C.R.

**TORONTO**

CASE POSTALE 85,  
COMMERCE COURT WEST,  
TORONTO, ONTARIO  
CANADA M5L 1B9  
TÉLÉPHONE: 416-869-5500  
TÉLEX: 06-22536  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: "STIKETOR"

**EUROPE**

LEITH HOUSE,  
47-57 GRESHAM STREET,  
LONDRES, EC2V 7EH  
ANGLETERRE  
TÉLÉPHONE: 01-606-2436  
TÉLEX: 51-883512  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: "TAXLDN G"

**ASIE**

BIÈME ÉTAGE, CHINA BUILDING,  
29 QUEEN'S ROAD CENTRAL,  
HONG KONG  
TÉLÉPHONE: 5-265531  
TÉLEX: 802-61592  
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: "STIHK"

## DEVENEZ MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

Veuillez enregistrer notre demande d'adhésion à la Chambre de Commerce Française au Canada.

en qualité de membre Individuel  à Montréal (siège social)  la section de Vancouver   
Corporatif  à la section de Toronto  France   
D'honneur  la section de Québec

Et trouver ci-joint un chèque de \$ ..... en paiement de notre cotisation annuelle conformément aux indications suivantes:

	Cotisation siège social Montréal	Cotisation sections	Cotisation France
Individuel	\$100	\$ 40	F 100 (\$ 30)
Corporatif	\$290	\$ 95	F 350 (\$100)
Honneur	\$750	\$250	

N.B. Toute adhésion recueillie après le 1er juin donne lieu à une réduction de 50% la première année.

Liste des délégués

Nom	Titre	Téléphone
1 .....		
2 .....		
3 .....		
4 .....		
5 .....		
6 .....		
7 .....		
8 .....		

Nom de la société .....  
Adresse ..... Code postal .....  
Téléphone ..... Télex .....

Genre d'affaires .....

Inscrire la liste des délégués de votre société dans le cadre ci-contre en indiquant leur titre et en respectant les limites suivantes: un nom pour les membres individuels; trois pour les membres corporatifs et huit noms pour les membres d'honneur.

Bulletin d'inscription à remplir et à retourner au bureau de la Chambre le plus proche de votre lieu de résidence.

## Demandes d'emploi:

- D. 5201 Diplômé en administration publique, 26 ans, bilingue ayant expérience comme analyste en système administratifs recherche emploi à Montréal.
- D. 5202 Diplômé en sciences politiques, spécialisé en droit, économie, relations internationales avec expérience en administration et organisation, recherche poste à Montréal dans ce même domaine.
- D. 5203 Français, diplômé d'école hôtelière ayant bonne expérience en gestion, recherche poste de vente au service commercial dans la région de Montréal. Disponible immédiatement.

## Offres d'emploi:

- O. 5201 Cabinet d'avocat recherche secrétaire possédant une bonne maîtrise du français ou étant bilingue, cas échéant.
- O. 5202 Important fabricant de matières plastiques recherche opérateur de machine à extrusion. Le candidat doit avoir de l'expérience de travail dans l'industrie et être désireux d'acquérir une spécialisation. Avantages et salaire intéressants.

- TRANSITAIRES INTERNATIONAUX
- COURTIERS EN DOUANES
- CONSEILLERS EN DOUANES
- FRET AÉRIEN ET CONSOLIDATION
- ENTREPÔSAGE
- EMBALLAGE POUR EXPORTATION
- SERVICE DE CONTAINERS
- ASSURANCE TRANSPORTS

Service de groupage  
maritime et aérien  
import-export.

Représentation internationale



## St-Arnaud Bergevin Limitée

410, RUE ST-NICOLAS,  
MONTREAL, QUE. H2Y 2P5,  
TELEPHONE (514) 285-1500  
CÂBLE: BLACKSTAR MONTREAL  
TELEX 05-25176

SIÈGE SOCIAL

Succursales et compagnies affiliées dans les villes suivantes:

- Montréal • Aéroport de Dorval • Ville Lasalle • Dorval • Pointe-Clair
- Mirabel • Lacolle • Phillipsburg • Québec • Sept-Îles • St-Jérôme
- St-Jean (Québec) • Les Saules (Québec) • Toronto • Agincourt
- Oakville • Toronto International Airport

## ROBIC, ROBIC & ASSOCIES ASSOCIATES

Fondée en 1892

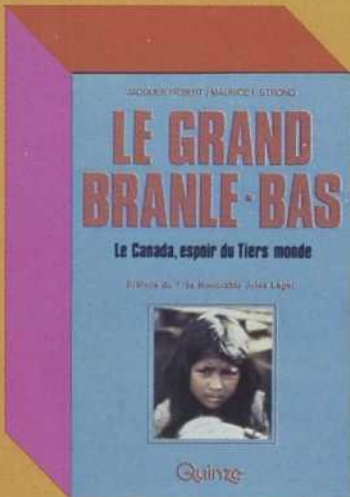
Brevets d'invention  
Marques de commerce  
Dessins industriels  
Droits d'auteur

1514, Docteur Penfield  
Montréal, Canada, H3G 1X5  
Tel.: (514)934.0272, Télex: 05-268656, Cable: MARION  
Telecopier international Xerox 400

### PRODUITS FRANÇAIS ET/OU AGENCES AU CANADA FRENCH PRODUCTS AND/OR AGENCIES IN CANADA.

- A. 5201 Société de distribution canadienne recherche matériel d'imprimerie français.  
Canadian distributor seeks French printing material.
- A. 5202 Fabricant français d'accessoires d'automobile, porte-vélos, porte-bagages, support à skis, recherche distributeur canadien.  
French manufacturer of car accessories, bicycles, luggage and ski racks seeks Canadian distributor.
- A. 5203 Homme d'affaires canadien recherche produits alimentaires français pour distribution au Canada.  
Canadian businessman seeks food products from France to be distributed in Canada.
- A. 5204 Société française de messagerie, courses et liaisons urgentes bénéficiant d'un excellent réseau et d'une large clientèle en France, recherche accord avec compagnie canadienne intéressée par accord de franchise et de représentation réciproque.  
A French courier company, offering an excellent network to a large number of French customers, seeks settlement with a Canadian company interested in a duty-free agreement and mutual representation.
- A. 5205 Organisation souhaitant développer échanges d'hébergement entre l'Europe et l'Amérique du Nord, cherche correspondant motivé en France.  
Organization wishing to develop lodging in Europe and North America seeks a motivated correspondent.
- A. 5206 Société française spécialisée dans les contenants de plastiques, emballages, housses, sacs publicitaires imprimés, etc., recherche entreprises canadiennes utilisatrices.  
French firm specialized in plastic containers, wrapping, covers, printed bags, etc., seeks Canadian users.

Le grand DÉFI  
des années 80

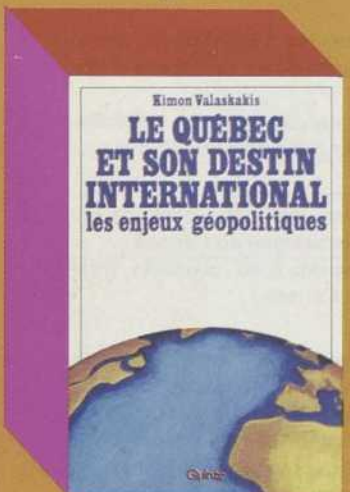


**LE GRAND BRANLE-BAS**  
Le Canada espoir du Tiers monde

J. Hébert et M.F. Strong — 192 pages  
Pour la première fois dans l'histoire, la survie de l'humanité est sérieusement menacée. Ce livre-choc, qui décrit la situation tragique actuelle et la responsabilité du Canada vis-à-vis de nombreux pays, invite chacun d'entre nous à une mobilisation générale dans les mois à venir. C'est le temps ou jamais de penser à l'avenir collectif de façon pratique. Permettez à ce livre d'agir sur vous. **\$8.95**

**Quinze**

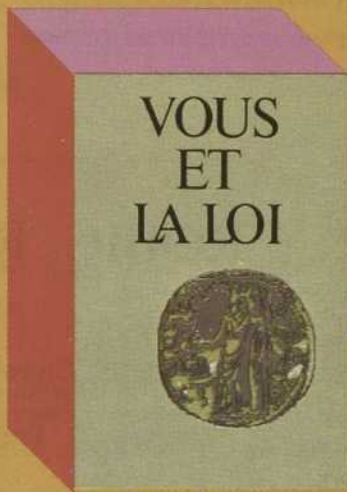
Une analyse géopolitique  
d'avant-garde



**LE QUÉBEC ET SON DESTIN INTERNATIONAL**

Kimon Valaskakis — 180 pages  
Un livre qui étudie les rôles historiques de l'empire britannique, américain et canadien dans l'équilibre économique du Québec et qui fait comprendre les interdépendances et les associations politiques à définir, à travers les stratégies d'un équilibre géopolitique propre au Québec. **\$8.95**

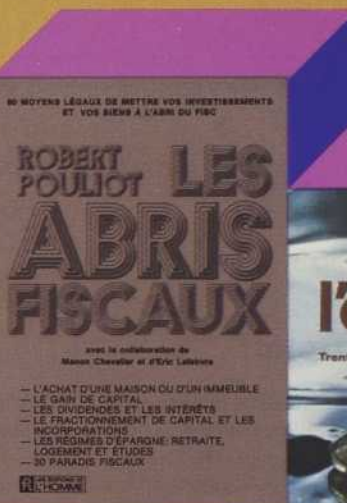
Presque  
toutes les réponses  
à presque  
toutes les questions



**VOUS ET LA LOI**

Adrienne Popovici et  
Micheline Parizeau-Popovici — 798 pages  
Voici un guide complet et à jour sur la loi telle qu'elle se présente au Canada et, principalement, au Québec. Présenté dans un langage clair, cet ouvrage qui fait autorité est facile à comprendre et donc destiné au profane. C'est un véritable "guide des premiers secours juridiques". **\$22.95**

**Sélection**  
du Reader's Digest



**LES ABRIS FISCAUX**

Robert Pouliot — 214 pages  
Si vous gagnez plus de \$20 000 par année, votre situation fiscale est critique: sur chaque dollar additionnel de revenu, il ne vous restera que cinquante cents. Comment mettre vos investissements et vos biens à l'abri de l'impôt? Ce livre vous propose soixante solutions. **\$6.00**

**LES ÉDITIONS DE L'HOMME**

Le grand promoteur  
des relations  
France-Québec

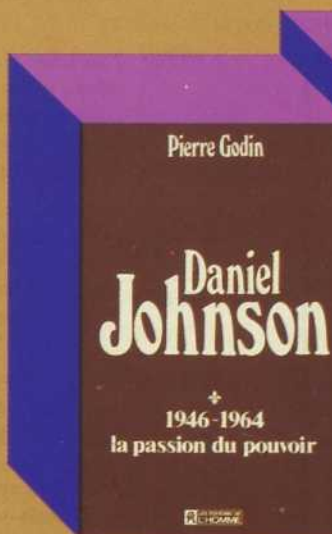
SAUVEZ  
de l'impôt



**L'OR ET L'ARGENT**

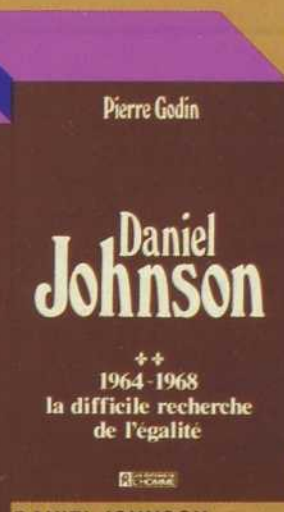
Michel D. Lecours — 152 pages  
L'économie, c'est facile à comprendre: ce livre vous le prouvera. D'où vient et où va l'argent? Comment faire fructifier au maximum son argent? Comment investir? Comment vaincre l'inflation? En somme, comment tirer le meilleur de son argent. **\$5.00**

Une réussite  
extraordinaire



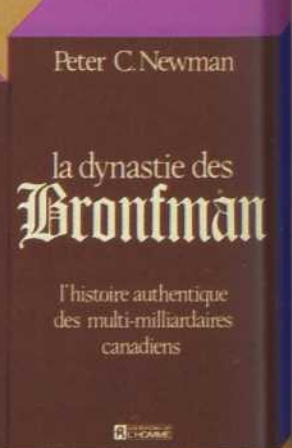
**DANIEL JOHNSON**  
Tome I 1946-1964  
La passion du pouvoir

Pierre Godin — 464 pages  
Sur la toile de fond de la Révolution tranquille, on assiste à la métamorphose du politicien ambitieux en un leader respecté, 20 ans de risques et de stratégies, Daniel Johnson bâtit sa carrière légendaire. **\$14.95**



**DANIEL JOHNSON**  
Tome II 1964-1968  
La difficile recherche de l'égalité

Pierre Godin — 416 pages  
Deux tumultueuses années de pouvoir qui feront de Daniel Johnson le père de l'identité québécoise. Tout en forçant P. E. Trudeau et René Lévesque à afficher leurs couleurs, Johnson fait avancer le Québec d'un cran sur la voie de l'ouverture au monde. **\$14.95**



**LA DYNASTIE DES BRONFMAN**

Peter C. Newman — 504 pages  
L'histoire authentique et troublante de Sam qui régnait sur le clan des Bronfman et dirigeait d'une main de fer leur empire: une toile d'araignée où se lient des centaines d'entreprises, où s'entassaient des milliards de dollars! **\$13.95**

**LES ÉDITIONS DE L'HOMME**

**VOUS POUVEZ RECEVOIR  
CES LIVRES CHEZ VOUS  
SANS FRAIS ADDITIONNELS.  
COMPLÉTEZ ET RETOURNEZ  
CE COUPON À :**

A.D.P.\* a/s Action Canada France  
1080, Beaver Hall, suite 826  
Montréal, Qué. H2Z 1S8

- [ ] Le grand branle-bas, J. Hébert et M.F. Strong . . . \$ 8.95
- [ ] Les abris fiscaux, R. Pouliot . . . \$ 6.00
- [ ] Vous et la loi, A. Popovici, M. Parizeau-Popovici . . . \$22.95
- [ ] La dynastie des Bronfman, P.C. Newman . . . \$13.95
- [ ] L'or et l'argent, M.D. Lecours . . . \$ 5.00
- [ ] Daniel Johnson Tome 1, P. Godin . . . \$14.95
- [ ] Daniel Johnson Tome 2, P. Godin . . . \$14.95
- [ ] Le Québec et son destin international, K. Valaskakis \$ 8.95

Cl-joint la somme de \$ .....

**ÉGALEMENT EN VENTE CHEZ VOTRE FOURNISSEUR**

Nom .....

Adresse .....

Ville .....

Prov. ....

Tél.: .....

Code .....

\*Filiale du groupe Sogides ACT. C.F. 03  
ACTION CANADA FRANC

(suite de la page 17)

vente et dans la sélection du régime qui lui procure le plus de sécurité. S'il choisit de demeurer propriétaire du bien qu'il a livré, il doit inclure expressément une clause de réserve de propriété. Ce régime étant choisi, il devient irréversible, et le vendeur ne peut plus se prévaloir des protections établies par

les lois particulières antérieures et cumuler ainsi les deux sortes de protections. Le choix du vendeur dépendra du risque auquel il veut se soustraire. Si par exemple, dans une vente portant sur un matériel d'équipement professionnel, le vendeur craint une éventuelle revente des biens à un acheteur de bonne foi, la stipulation d'une clause de réserve de propriété peut se révéler dangereuse. Il

a intérêt à se prévaloir dans ce cas de la loi du 18 janvier 1951 qui le protège contre l'application de l'adage "possession vaut titre", à condition toutefois qu'il ait au préalable publié son nantissement et apposé la plaque prévue par l'article 4 de la loi précitée.

L'effet de la clause de réserve de propriété est de permettre au vendeur la reprise des marchandises entre les mains de l'acheteur. Toutefois, la loi dispose que la revendication ne peut être exercée que dans le délai de quatre mois à partir de la publication du jugement ouvrant la procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens. Par ailleurs, l'article 65 de la loi du 13.7.1965 en matière de faillite auquel la nouvelle loi de 1980 ajoute un complément, exclut du droit de revendication les marchandises qui ont été incorporées à une autre chose ou lorsqu'elles ont été transformées. Cette limite nous rappelle un autre danger auquel peut être exposé le vendeur. On pense aux cas où des tiers ont acquis des droits sur la chose. Cette situation se présente lorsqu'un sous-acquéreur de bonne foi se trouve en possession du bien ou lorsqu'un bailleur d'immeuble exerce son privilège sur les marchandises garnissant les lieux loués. Encore que dans ce dernier cas, il ne soit pas toujours difficile d'informer le bailleur de l'existence de la clause de réserve de propriété, ce qui lui rend opposable son droit de propriété.

A noter enfin que la loi du 12 mai 1980 contient des dispositions prévoyant que la date de livraison de la marchandise pour les fins de la détermination du bénéfice imposable et du fait générateur de la T.V.A., est celle de la remise matérielle des biens, et non celle du transfert de propriété, lorsqu'existe une clause de réserve de propriété. □

Coopers  
& Lybrand

Liberté,  
Lancôt, Morin  
& Associés

comptables  
agréés

630, boulevard Dorchester ouest  
Montréal Québec H3B 1W5  
Tél.: (514) 871-9793 ou  
875-5140


Bureaux dans les principales villes  
du Canada et du monde.

#### Associés résidents du bureau de Montréal

Phillip P. Aspinall  
René M. Aubry  
Jean Beaudry  
Marcel Bertrand  
Gilles Campeau  
Alan S. Cunningham  
Justin Fryer  
André A. Giroux  
Michael J. Hayes

Donald R. Huggett  
Gérard Lachapelle  
Jean-G. Lancôt  
Robert L. Lehberg  
Michael F. Macey  
Edward S. MacTier  
Zarin M. Mehta  
Lucien H. Morin  
Marcel Quevillon

Jacques St-Amour  
Pierre Seccareccia  
Gérald Séguin  
Bernard R. Smith  
Herbert O. Spindler  
Kenneth R. Stevenson  
Vernon Turley  
Elliot C. Wightman  
J. Hap Wright

 **Crédinord Gestion Inc.**

filiale du Crédit du Nord, première banque de dépôts privée en France

facilite aux entreprises, l'accès au marché canadien:

- études de marché
- recherche de partenaires commerciaux ou industriels
- projets d'implantation

715 Square Victoria, suite 601  
Montréal, Québec H2Y 2H7  
Tél.: (514) 284-5363

Contact à Paris:  
Crédit du Nord  
Tél.: 247 12 34 Poste 3157

*H. Marcel Caron & Associés*

Comptables Agréés

630, boul. Dorchester ouest  
bureau 2000, Montréal H3B 1T9  
(514) 875-6085

Affiliations:

Au Canada

Clarkson Gordon

Autres pays

Arthur Young International

## Nouveaux membres:

La Chambre de Commerce Française au Canada souhaite la bienvenue à ses nouveaux membres.

The French Chamber of Commerce in Canada is pleased to welcome its new members.

### Montréal:

#### • Corporatifs

Bernard GREGOIRE Sr.  
Roger G. GREGOIRE  
Bernard GREGOIRE Jr.  
de A. RICHARD Ltée

Jules KEDZIERSKI  
Jean-Pierre GUIDOLLET  
John GAYDOS  
de SODEL Ltée

#### • Individuels

Yves BOUCHEREAU  
du CENTRE LINGUISTIQUE  
BOUCHEREAU Inc.

André LAROCHE  
du Bureau VERITAS

### Québec:

#### • Corporatif

Pierre Cornil, président  
Claude Goetgheluck, directeur  
Danielle Chabot, technicienne  
de SWISSOR Ltée

### Vancouver:

#### • Corporatifs

John F. HAMILTON  
H.T. DELONG  
de HAMILTON DELONG Ltd.

Jan ZIZKA  
Louise ZIZKA  
de ROCHE BOBOIS/ERAC HOLDINGS  
Ltd.

#### • Individuels

Mrs. Cathy-Yolande BIELER-LEBRUN de  
HAIR FRANCE HAIRSTYLING

### France:

#### • Corporatifs

Yves JOUBERT  
Christian BAS  
Jean DELEPIERRE  
de la MANUFACTURE DES ALPES  
FRANÇAISES

## Manifestations:

La Chambre de Commerce Française au Canada est d'ores et déjà heureuse d'informer ses membres et amis que son Assemblée Générale annuelle aura lieu le 26 mars prochain à l'Hôtel Ritz-Carlton de Montréal. Cette Assemblée sera suivie d'un déjeuner-causerie dont le conférencier invité d'honneur sera M. Jean-Claude BOUCHET, Conseiller Economique et Commercial auprès de l'Ambassade de France à Ottawa.

D'autre part, lors de son Assemblée Générale annuelle du 27 janvier, la Sec-

tion de Toronto a élu comme Président M. Jacques RAVEN de la B.N.P. Canada.

Enfin, la Section de Québec, qui a également tenu son Assemblée Générale le 3 février, a élu son Conseil d'Administration comme suit: M. Jean-Pierre BEAUDRY, Président, MM. Michel TROUT et Olivier HUDON, Vice-Présidents, M. Jacques St-MARTIN, Trésorier, Mme Marthe DUFOR, Secrétaire, et les Conseillers étant Mme Jacqueline RIOUX, MM. Roland TRUCHON, Marcel POULIN, Albert WILHELMY, Jean-Pierre PARADIS, Gaston BROWN, Gilbert GAGNON, Charles POULIN, Azarias SERVANT et Henri TROUPEL.

## NOTRE CARNET

### NOMINATIONS

*Ciments Canada Lafarge Ltée annonce la nomination de Sheldon J. Phaneuf au poste de directeur des communications, à partir du 1er janvier 1981.*

*M. Alfred Rouleau, président du Conseil d'administration et M. Fernand Gauthier, directeur général de l'Institut national de productivité annoncent la nomination de M. Denis Beaugard au poste de directeur des communications.*

*Le président-directeur général d'Hydro-Québec, M. Robert A. Boyd, annonce la nomination de Mme Micheline Bouchard, ingénieur, au poste d'adjoint au président-directeur général.*

*Monsieur Guy Gilbert, président de Général Diesel Inc., est heureux d'annoncer la nomination de monsieur François Barthe, vice-président, au poste de directeur général de la compagnie. Ayant une expérience de plus de 5 ans avec Général Diesel Inc., monsieur Barthe occupe successivement les postes de contrôleur et directeur général adjoint.*

*Monsieur Raymond Garneau, président du conseil et chef de la direction, annonce la nomination de Monsieur Pierre Goyette, c.a., au poste de vice-président exécutif et directeur général de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal.*

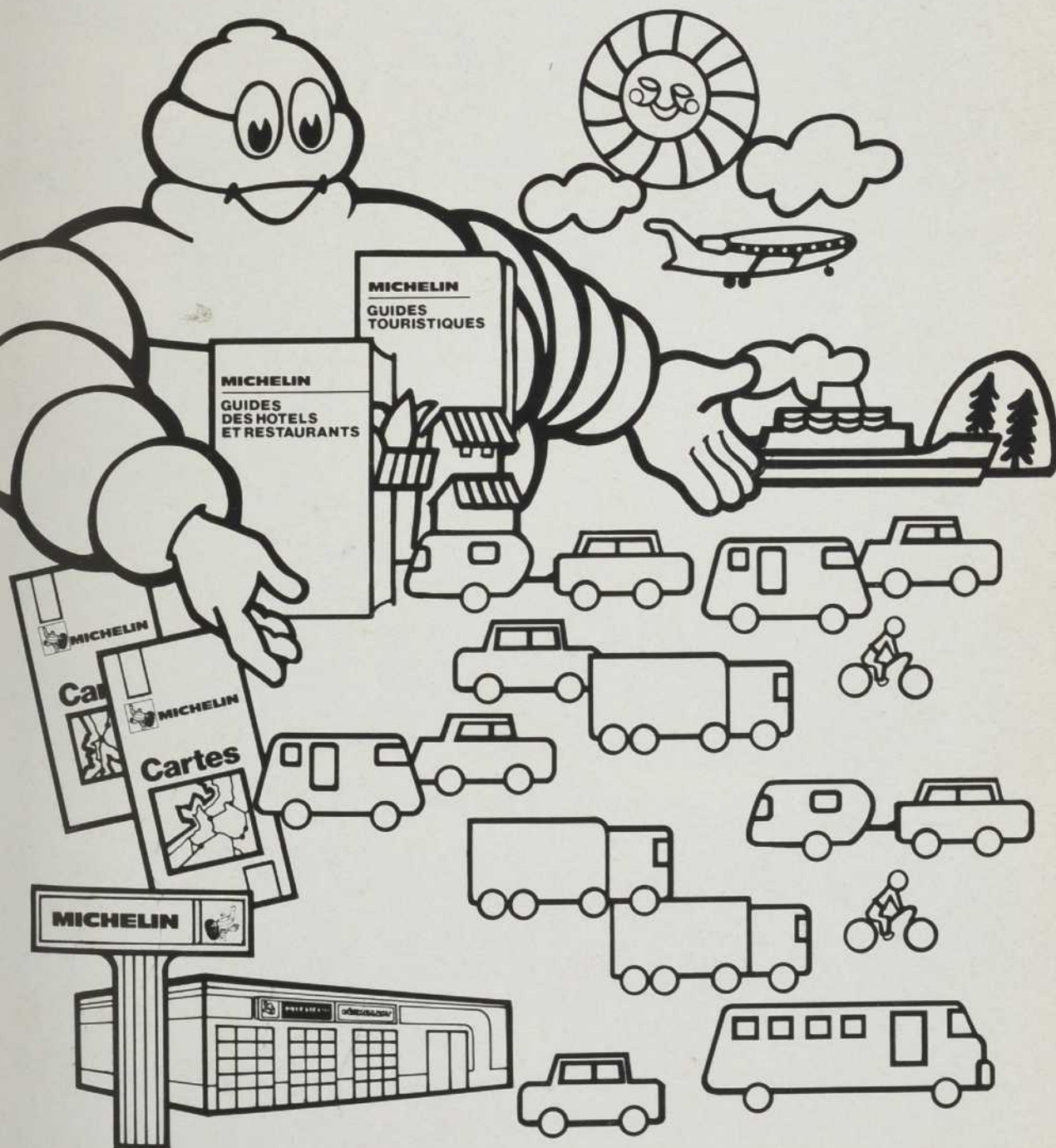
### DÉCÈS

• Nous apprenons le décès le 3 février dernier, à la suite d'une longue maladie de Madame Annie LE GODEC, épouse de M. Pierre LE GODEC, ancien Président de la Chambre de Commerce Française au Canada. Nous adressons à M. LE GODEC et à sa famille l'assurance de toute notre sympathie attristée dans cette cruelle épreuve.

• Monsieur Raymond LAVOIE est décédé subitement le 22 février 1981, à l'âge de 66 ans. Ancien Président du Crédit Foncier et Administrateur de nombreuses sociétés, M. LAVOIE avait été particulièrement actif au niveau de plusieurs Associations et en particulier au sein de la Chambre de Commerce Française au Canada dont il avait été Vice-Président. A son épouse, Madame Jeannine LAVOIE et à toute sa famille, nous présentons nos plus sincères condoléances.

• M. Norbert Ségard, ministre français délégué auprès du Premier ministre, chargé des Sciences et Techniques du futur, est décédé à Lille, dans la nuit du 31 janvier au 1er février, à l'âge de 58 ans, des suites d'une longue maladie. Député gaulliste depuis mars 1973, il avait appartenu à tous les gouvernements depuis juin 1974. Il fut d'abord secrétaire d'Etat, puis ministre du Commerce extérieur (à ce titre, il avait effectué un voyage au Québec en juin 1975), et, de 1976 à 1980, était secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications. Ayant demandé à quitter ses fonctions en raison de son état de santé, il devint, lors du dernier remaniement ministériel, en novembre 1980, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé d'étudier les conditions d'adaptation de la société et des administrations françaises aux conséquences économiques, sociales et culturelles de l'utilisation des techniques avancées.

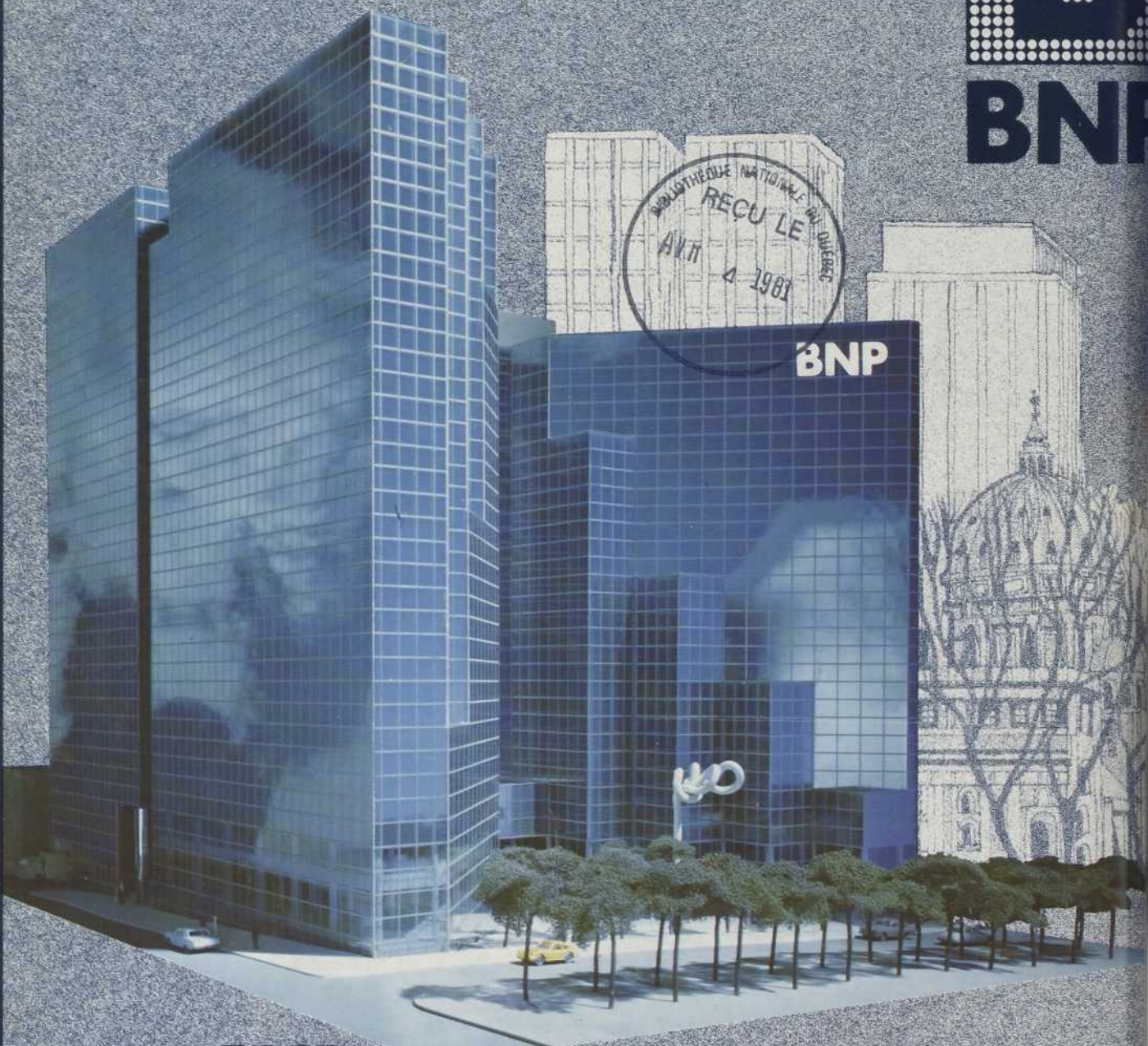
# Michelin l'ami du voyageur



au Québec depuis 1961.



**BNP**



La Tour **BNP**, nouveau siège social  
de **BNP CANADA INC.** à Montréal.

(occupation prévue septembre 1981)

La **BNP CANADA INC.** est présente à :

**MONTREAL**

Tour de la Bourse  
Place Victoria  
Montréal  
Qué. H4Z 1G4  
Tél. (514) 866-8712

**TORONTO**

York Centre  
145 King Street West  
Toronto  
Ont. M5H 3K7  
Tél. (416) 360-8040

**QUÉBEC**

500, est, Grande Allée  
Québec  
Qué. G1R 4R8  
Tél. (418) 647-3858

**EDMONTON**

Edmonton Centre  
605 Toronto-Dominion Tower  
Edmonton  
Alta. T5J 2Z1  
Tél. (403) 420-1313

**VANCOUVER**

IBM Tower  
701 West Georgia  
Vancouver  
B.C. V7Y 1E4  
Tél. (604) 698-2212

**CALGARY**

Selkirk House  
585, 4th Avenue  
Calgary  
Alta. T2P 3E7  
Tél. (403) 281-1111